

VO

CONCOURS
Gagnez
un voyage en *TUNISIE*
(détails à l'intérieur)

260 • 3,95\$

MAI-JUIN 1996



PORTRAIT

Fernand Ringuette

LE COUPEUR DE PIERRE



les changements
dans le système de
santé au Québec

**LA GRANDE
BOUSCULADE**





Le personnel

UNE EXPERTISE RECONNUE

des institutions

EN FORMATION

publiques

DE LA MAIN-D'ŒUVRE

d'enseignement





PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

8

24

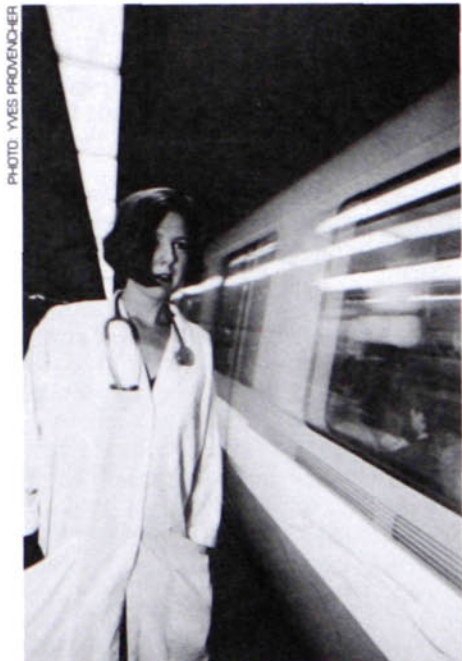


PHOTO: YVES PROVENCER

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

8

• FERNAND RINGUETTE Le coupeur de pierre

Homme de silence, il a coupé du bois, il a coupé de la pierre, partageant sa vie entre la forêt silencieuse et la carrière assourdissante. Chez lui, le travail physique et concret déloge les grandes théories. Par un engagement multiple dans sa communauté, au Lac Sagouay, Fernand Ringuette a suscité un respect généralisé.

DOSSIER

24

• LE SYSTÈME DE SANTÉ AU QUÉBEC La grande bousculade RÉFORME, VIRAGE AMBULATOIRE, COUPURES...

Le puzzle vaut 12 milliards de dollars. C'est le tiers de l'État, 30% du budget. De la naissance au décès, tous les individus sont concernés. Le réseau de la santé québécois est un énorme bateau à manoeuvrer. Le faire virer dans une nouvelle direction est un gros contrat. Et les communications sont coupées.

L'intention est considérée bonne. Mais le gouvernement profite des changements pour couper les budgets. Plusieurs «réformes» se font donc en même temps, semant une confusion gigantesque. Le «virage» est un prétexte pour couper. Et les coupures discréditent l'autre réforme. Les changements visent spécialement Montréal. Or, les médias montréalais transmettent au reste du Québec une vision apocalyptique. La confusion s'installe encore. Tout le monde s'inquiète. C'est la grande bousculade. Il était un très gros navire...

CHRONIQUE INSOLENTÉ: Virage dans le cirage	7
La privatisation de l'eau	14
BILLET: Le dieu-marshmallow	17
VIE ET CULTURE: Ados et centres d'achats	18
VIE ET CULTURE: Arthur Lamothe	20
LIRE: Noam Chomsky	23
SUR LA PLANÈTE: La Haye - Torture	41
SUR LA PLANÈTE: La revanche des syndicats	42
SUR LA PLANÈTE: Multinationales et travail	45
QUÉBEC EN COULEURS: McRobot	46

VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

Conseil d'administration: Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Yvan Noé Girouard, Raymond Langevin, Clotilde Lemay, Daniel S.-Legault, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Diane Brulotte, Jacques Collin, Chantal Desjardins, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Stéphane Mongrain, Karen Ricard.

Chroniques régulières: Nicole Brais, Pierre Viau.

Rédacteurs en chef: Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

Coordination, promotion, publicité: Jean Robitaille.

Direction artistique, secrétariat de rédaction, montage des couvertures: Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements**

et traitement de textes: Ginette Gaudreault. **Promotion:** Abdelhamid Gmati. **Mise en pages:** André Leclerc.

Représentation publicitaire:

Réseau international (514) 722-0785

Édition: Revue Vie ouvrière inc. **Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc. **Distribution:** Messageries de presse Benjamin. **Fréquence de parution:** 6 numéros par an. **Photo couverture:** F. Ringuette, par Daniel S.-Legault (illustration en médaille: J. Wagner). **Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 23\$/an ou 40\$/2ans. Institutionnel: 32\$/an. Soutien: 35\$/an. Étudiant ou sans emploi: 15\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 30\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 40\$/an. Un numéro seulement: 5,35\$ (incl. frais de poste).

La distribution de VO est certifiée par l'Agence de vérification de la distribution par assermentation (AVDA). VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°260, 1^{er} mai 1996.

VO: 1215 Visitation, bureau 101, Montréal (Québec), H2L 3B5
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

Israël- MOI

ABDELHAMID
GMATI

«**N**ous venions de visiter le monument de l'Holocauste (lieu incontournable quand on visite Jérusalem), et j'étais dans un état d'esprit tel que j'éprouvais un besoin irrésistible de parler.



PHOTO: JEAN-MARC BAREY

De parler avec quelqu'un, n'importe qui. Mais à Jérusalem, il n'y a personne avec qui parler». Ce témoignage est celui d'un psychiatre canadien, d'origine égyptienne, de confession chrétienne. Et il ajoute que quelques semaines plus tard, se trouvant à un colloque sur l'Holocauste, à Athènes, il s'est fait huer et a été expulsé de la salle en même temps que deux autres psychiatres dont un États-unien, lorsqu'il a commencé à évoquer les souffrances du peuple palestinien.

Ce blocage, ce refus à prendre en compte les souffrances de l'Autre se retrouve également avec la même intensité du côté palestinien complètement hermétique à ce qu'ont vécu les Juifs-ves, s'estimant totalement étrangers à l'Holocauste.

Cette donnée est fondamentale pour qui veut comprendre le conflit israélo-palestinien. Le refus de l'Autre a été une constance. On se rappellera toujours ces «fronts du refus», qui se faisaient et se défaisaient avec d'anciens et nouveaux membres actifs. Ils menaient les pays arabes et les Palestiniens-nes à refuser toute concession, tout compromis, tout contact avec Israël. Aujourd'hui encore, il se trouve des responsables arabes et palestiniens qui s'interdisent de prononcer le nom «Israël», exprimant ainsi leur non-reconnaissance de l'État juif. De cela découle une suspicion aiguë et réciproque, ainsi que des interprétations riches en arrière-pensées, que l'on retrouve des deux bords, même auprès des négociateurs-rices des accords de paix.

400 PAGES

Les accords d'Oslo cultivent un flou «artistique» qui explique, en grande partie, la valse-hésitation des négociations israélo-palestiniennes et donne des arguments aux opposants-es du processus de paix. Les documents de ces accords

Palestine: ET L'AUTRE

La principale raison du blocage au Proche-Orient était que les ennemis ne se parlaient pas. Or on ne fait la paix qu'avec son ennemi.

s'étalent sur plus de 400 pages. Par comparaison, les accords de Camp David (1978) et le traité de paix israélo-égyptien (1979) étaient détaillés dans des documents respectifs de 7 et 10 pages. Dans les 400 pages, trois lignes sont consacrées aux normes et modalités d'un État de Droit, alors que 10 pages fixent les formalités de déplacement de dignitaires palestiniens et de nombreuses autres s'attachent à définir la hauteur d'un immeuble d'habitation dans les territoires ou la puissance du moteur d'un bateau de pêche palestinien.

Pour des raisons différentes, les parties en présence n'avaient d'autres choix que de s'engager sur la voie de la paix. Israël, mené par le parti travailliste, devait trouver une solution à cette population palestinienne vivant dans des territoires que la communauté internationale considérait occupés. Par son nombre croissant et son activisme, cette population constituait un fardeau de plus en plus lourd à porter. L'OLP de Yasser Arafat, échaudée par de multiples revers, lâchée par ses alliés soviétiques, et menacée d'isolement pour son appui à Saddam Hussein, ne pouvait plus se permettre d'être ballottée entre des pays arabes, divisés, de plus en plus en butte à des problèmes internes.

Objectivement, les accords conclus comportent beaucoup trop de lacunes et laissent beaucoup de problèmes en suspens, considérés comme autant d'obstacles à la paix. Il y a d'abord ces territoires exigus cédés par Israël à l'autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza avec une population de 1 500 000 personnes, qui s'élèverait à 4 000 000 en 2010. Ces territoires, toujours sous contrôle israélien, sont pratiquement dépourvus de richesses naturelles, ce qui rend l'économie, et donc la survie de la population complètement tributaire d'Israël. Il y a aussi ces colons israéliens, dix fois moins nombreux que les Palestiniens-nes et accaparant deux fois plus de terres. Ces colonies enclavées (comme à Hébron) constituent autant de sources de friction. La question des 3 millions de Palestiniens-nes réfugiés-es est ignorée par les accords.

PHOTO: JAMES NACHTWEY



ET POURTANT...

La poignée de mains échangée en 1993 par Itzhak Rabin et Yasser Arafat a dépassé le symbole; elle a brisé un mur jusque-là hermétique qui interdisait tout contact entre ennemis. Comme celui de Berlin, ce mur s'effrite, permettant des contacts publics, jusque-là interdits. Les salutations échangées en Égypte par Shimon Perez et le ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, ennemi irréductible d'Israël, illustrent l'élan décisif et irrévocable initié par les accords d'Oslo dont c'est là le plus important acquis. La principale raison du blocage au Proche-Orient était que les ennemis ne se parlaient pas. Or on ne fait la paix qu'avec son ennemi.

Il est vrai que le processus de paix connaît des ratés. Il est vrai que les négociations ne finissent pas de finir. Il est aussi vraisemblable qu'il n'y aura pas de percée ni de déblocage avant les élections en Israël (fin mai 1996) ni même avant les présidentielles des États-Unis (novembre 1996). Mais le principal gage pour la paix est acquis. Et les terroristes de tous bords n'y pourront rien. L'assassinat du premier ministre Rabin a eu pour effet de déclencher une manifestation monstre en faveur du processus de paix. Et dans les territoires palestiniens, la population a fait de même au lendemain des attentats du mouvement islamiste Hamas.

Le Hamas palestinien ne pourra pas remettre en question ce qui a été accompli: l'un de ses dirigeants a admis qu'il se «contenterait d'une tente dans la cour».



Fédération des professionnelles et
professionnels de l'éducation du
Québec (CEQ)

**Au service des jeunes et des adultes
dans les commissions scolaires.**

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324



ASSEMBLÉE NATIONALE

Pierre Bélanger
Leader du gouvernement
Député d'Anjou

Édifice Pamphile-Le May
Bureau 1.39
Québec (Québec)
G1A 1A5
Telephone (418) 643-3804
Telecopieur (418) 643-2514

8150, boul. Métropolitain Est
Bureau 210
Anjou (Québec)
H1K 1A1
Telephone (514) 356-3333
Telecopieur (514) 356-2880

On pourra financer adéquatement l'éducation
quand les entreprises contribueront
équitablement au régime fiscal.



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal (CEQ)



**SULTANA
TOURS**

Visitez la **Tunisie...** avec les vrais experts.

Sultana Tours vous offre :

- Le meilleur rapport qualité / prix.
- Un service personnalisé de première qualité.
- Des hôtels choisis parmi les meilleurs en Tunisie.
- L'ambition de toujours vous satisfaire.



Pour de plus amples informations, consultez
votre agence de voyages.

Vous pensiez
que c'était dispendieux
de louer une salle pour vos réunions ?
Peut-être... Mais pas au

CENTRE ST-PIERRE

À PARTIR DE
30\$
POUR 4 HEURES

Salles modernes
Équipement audiovisuel
Nombreux services inclus
Stationnement gratuit



524-3561

Bun Hour Lao
poste 451



CHRONIQUE INSOLENTTE

VIRAGE DANS LE CIRAGE

Ces derniers temps, avez-vous remarqué qu'on vire beaucoup? En fait, on cherche à virer, à nous faire virer. Pour éviter de tomber tête baissée dans le gouffre sans fond du déficit, disent-ils. Il y a donc le mouvement général de la gauche vers la droite du genre virage à 180 degrés... amorcé tout en subtilité, croient-ils, par une série de mouvements successifs: virage technologique, virage ambulatoire...

Virage ambulatoire... C'est exactement le genre d'expression qui nous dit vaguement quelque chose (on va couper), mais dont le sens véritable semble échapper à tout le monde, y compris à ses protagonistes. Virage, ça va; mais ambulatoire? La première image qui m'est venue, bien avant l'émission *Urgences*, c'est celle d'une ambulance qui

NICOLE BRAIS

vire sur les chapeaux de roues. J'ai vite saisi que je faisais fausse route. (En feront-ils autant?) J'ai progressivement compris que ça n'avait rien à voir avec les ambulances dont la principale activité est de faire entrer les gens à l'hôpital. De toute évidence, on cherche plutôt, sitôt entrés, à faire SORTIR les gens de l'hôpital, malades et personnel confondus.

Pour en être vraiment sûre, je me suis tournée, pour ne pas dire virée, vers le dictionnaire. Le Petit Robert me signale qu'un traitement ambulatoire «laisse au malade la possibilité de se déplacer, de mener une vie active». J'interprète sûrement, diront-ils, mais on sent dans cette définition une dimension de

choix. Je dois constater que les concepteurs-rices du virage ambulatoire ont plutôt privilégié une interprétation du genre: cirque virgule avant que je t'apostrophe!

Malheureusement, et c'est là une des limites du dictionnaire, il ne fournit pas toutes les conséquences implicites aux définitions qu'il fournit. Mais on les devine facilement. Dans le cas de l'ambulatoire, en plus de ne pas laisser le choix au malade d'évacuer, son petit sac de pilules sous le bras, sitôt remis sur pied (une petite paire de béquilles avec ça?), on prive éventuellement des travailleuses d'une véritable vie active et on impose à la famille des dits malades une vie super active.

Il y a toujours un choix de définitions pour le même mot dans le dictionnaire, c'est ça qui est particulièrement suave. Ambulatoire se dit aussi de ce qui n'a pas de règle fixe, qui est changeant, variable. Vous ne trouvez pas que ça traduit bien une absence de direction? C'est bien beau virer, mais quand on ne sait pas où ça mène, quand on ne sait pas où arrêter, ça fait qu'on vire en rond. Faudra-t-il un jour dé-ambuler?

La Grande Rencontre

21, 22, 23 juin 1996

Un festival de musique et de danse traditionnelles québécoises

Concerts avec des artistes québécois de renommée internationale
Spectacles et bals en plein air
Veillées à bout de souffle
Ateliers de danse, de musique et de chansons
Visite du quartier animée par un conteur
Une exposition

Place du Marché Maisonneuve à Montréal
4375, rue Ontario est, Montréal (métro Pie IX)

Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise
tél.: 273-0880 télécopieur: 273-9727



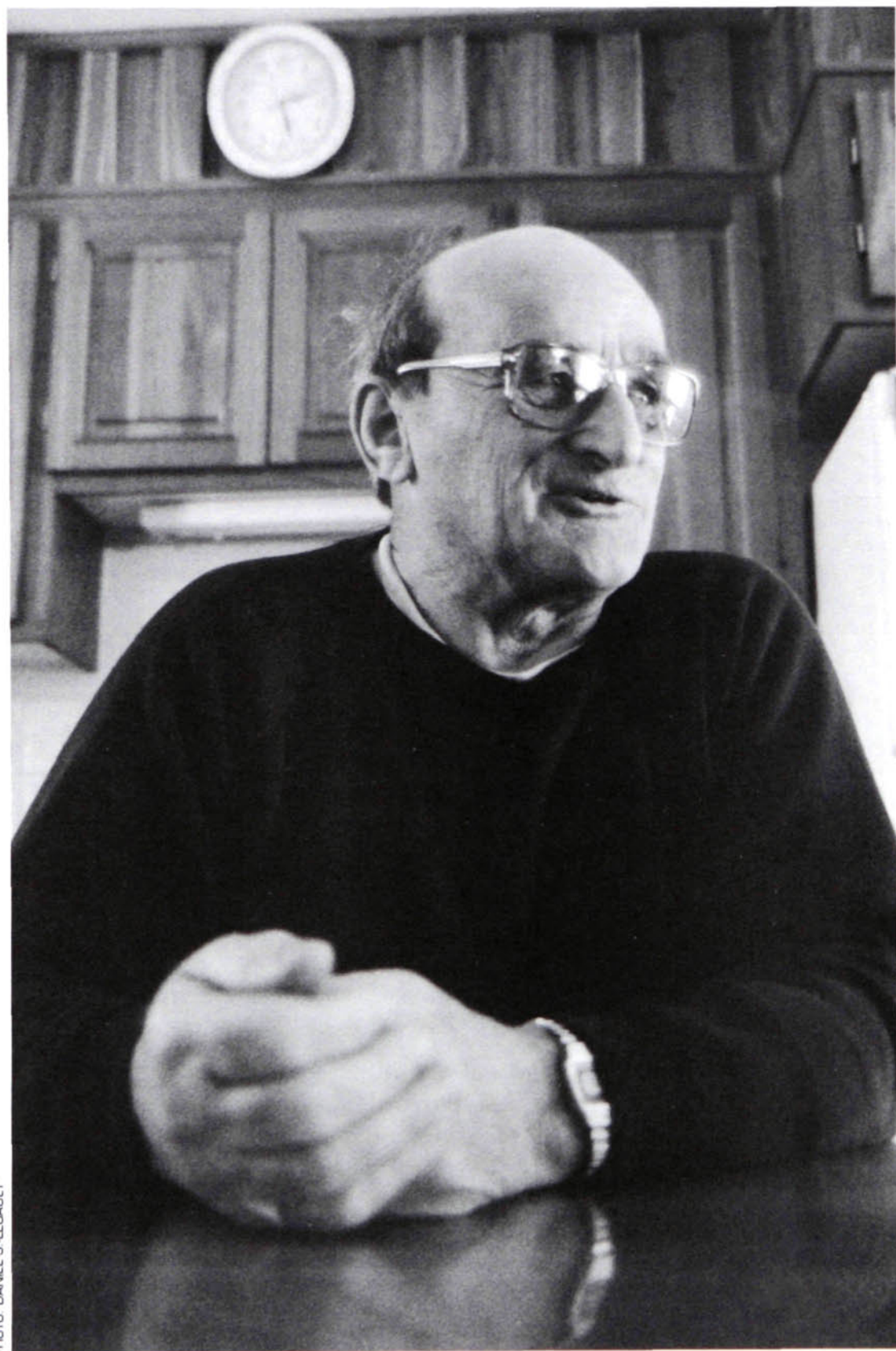


PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT

JACQUES COLLIN

Portrait de Fernand Ringuette: **LE COUPEUR DE PIERRES**

SA PAROLE EST RARE, ÉCONOME, PRÉCIEUSE. IL A PARTAGÉ SA VIE ENTRE DES FORÊTS SILENCIEUSES ET UNE CARRIÈRE DE GRANITE ASSOURDISSANTE. CHEZ LUI, LE TRAVAIL PHYSIQUE ET CONCRET DÉLOGE LES GRANDES THÉORIES. PAR UN ENGAGEMENT MULTIPLE DANS SA COMMUNAUTÉ, FERNAND RINGUETTE A SUSCITÉ UN RESPECT GÉNÉRALISÉ.

Au lac Saguay, dans les Laurentides, Claude Gauthier nous a chanté qu'il y avait un grand six pieds coupant des billots à la sueur de ses deux pieds dans la terre glaise. En y passant, on a rencontré Fernand Ringuette: ce n'est pas un grand six pieds, mais quand on lui donne la main, on sait qu'il a travaillé dur.

Comme la majorité de ses concitoyens-nes du lac Saguay, Fernand a tiré sa subsistance des ressources naturelles. Bien sûr, il sait bûcher: il a passé près de 10 ans de sa vie dans les forêts du Québec à travailler pour des compagnies forestières. Quand il revient au lac Saguay en 1956, ce n'est pas pour couper des arbres, c'est pour couper de la pierre.

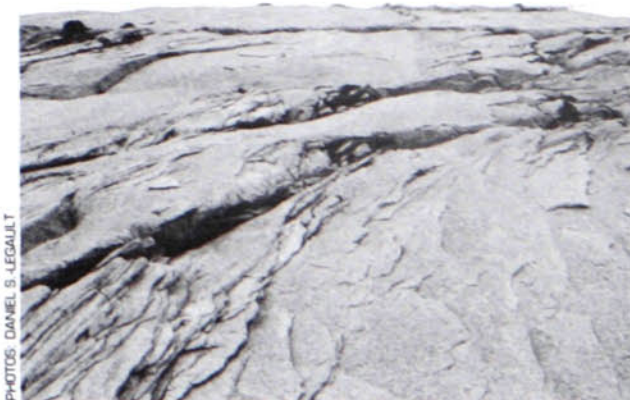
LE ROSE LAURENTIEN

Au début des années 20, en faisant la coupe du bois à travers la région, on s'aperçoit que sous les arbres et les souches, il y a toujours la même pierre. Dure, très dure même, cette pierre d'une teinte rosée s'avère être un granite de grande qualité. Déjà recherché par les sculpteurs-rices et les fabricants de pierres tombales, le granite sert aussi dans la construction d'édifices, entre autres pour les revêtements extérieurs et les recouvrements de planchers.

Le granite du lac Saguay est mis en marché sous le nom de «*Laurentian Pink*». Parmi les 32 sortes de granite, il se classe dans le haut de gamme: son prix oscille autour de 33\$ le pi³; c'est révélateur quand on sait que certaines variétés s'écoulent à 9\$ le pi³. Les États-Unis en sont le client principal. Il arrive aussi d'expédier du granite ailleurs dans le monde. Les travailleurs des carrières se rappellent d'une saison où la majeure partie de la production partait pour l'Italie.



La pierre coupée au lac Saguay sera taillée à Beebe, dans les Cantons de l'Est.



PHOTOS: DANIEL S.-LEGAULT

Sur le marché mondial du granite rose, l'Inde est un concurrent féroce.

C'est dans les années 20 qu'apparaissent les premières carrières de granite. À l'époque, l'insuffisance d'infrastructures routières ne permettait pas le transport de blocs de pierre pesant 20 et même 30 tonnes. Il fallait donc utiliser le chemin de fer. Et oui, «le petit train du nord». C'était la seule voie possible. Les compagnies avaient leur locomotive, elles construisaient un tronçon jusqu'à la voie principale et le petit train du nord finissait le travail.

LA COLONISATION

C'est à la carrière Melrose, aujourd'hui propriété de Rock of Ages du Canada inc. que Fernand a commencé son aventure en 1956.

Né en 1931 au lac Saguay, Fernand entre à l'école en 1938 à Bérard. Son père avait obtenu une terre du gouvernement dans le cadre de la colonisation qui avait débuté au siècle dernier sous l'égide du célèbre Curé Labelle.

Fernand nous explique qu'«au début de années 40, la forêt était peuplée.» Un agriculteur n'était pas enrôlé pour la guerre et il pouvait en plus garder un homme avec lui pour l'aider. C'était plus facile de se tuer à l'ouvrage que d'aller mourir à la guerre. Fernand a fait sa demande pour un lot en 1946. Il avait 15 ans et c'est cette même année qu'il a commencé à travailler pour les compagnies forestières. Il n'a pas connu la coupe à blanc. «Avant on se servait des chevaux et on laissait debout des arbres pour "garder de la forêt". On coupait à partir de 8 pouces et plus dans le sapin, à 10 ou 12 pouces dans le merisier.» Il a pris quelques cours en agriculture pour développer sa terre. Il a semé et récolté... dont ses deux premiers enfants, comme il le dit si bien. En 1948-1949, il travaille à Baie Saint-Paul, jusqu'en 1956.

LE BOUTEFEU

«À la carrière, on m'a engagé, raconte Fernand, pour faire le travail de foreur, comme boutefeu¹ et pour m'occuper de l'installation et de l'entretien des grues fixes. Dans le temps, il fallait tout faire, pis on travaillait fort.»

«Pour sortir un bloc, on avait un chalumeau qui marchait à air, oxygène, essence et eau. L'eau, c'était pour refroidir le bec. Ça, monsieur, ça poussait. On brûlait la roche sur 2 pouces de large, ça faisait un bruit d'enfer. Il

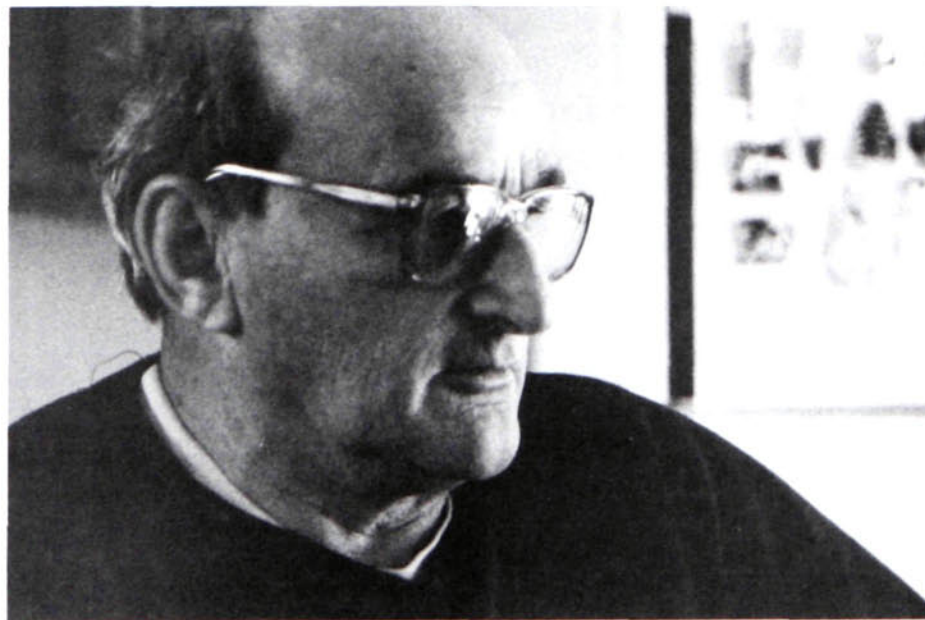
fallait faire attention: un faux geste, quelqu'un qui passait trop près, risquait une brûlure qui aurait pu être fatale. Le pire, c'est quand on atteignait la terre glaise. Ça faisait des petites boulettes brûlantes qui revolaient un peu partout. C'est quand ça rentrait en dessous de nos lunettes que c'était particulièrement dangereux. D'abord pour les yeux, ensuite quand on passait la main pour les enlever, ça nous collait après la peau.»

«On se servait aussi d'explosif pour faire ce travail. Après, c'était la masse. Bien sûr on se servait des foreuses pour faire les trous, mais pour décoller ou tailler les blocs, on introduisait des coins qu'on rentrait à grands coups de masse. C'est pas tout le monde qui était capable de faire le travail. Ça allait assez bien quand la pierre était complètement dégagée, mais quand y restait une partie de coincée, il fallait taper, pis taper fort. Y'a des années où y passait un "paquet" de monde: on voyait les gars partir les uns après les autres. Seuls sont restés ceux qui étaient capables.»

«C'était dur pour le dos, mais ça n'a jamais été aussi nocif que le bruit et la poussière.» En effet, tous ceux qui ont travaillé avec Fernand souffrent de surdité industrielle et de problèmes respiratoires causés par les poussières de pierre. Fernand s'estime chanceux: côté poumons ça va bien, certains de ses compagnons de travail ont dû s'arrêter avant le temps.

DES GRUES ET DES HOMMES

Un coup taillés, il fallait sortir les blocs. La fosse atteint 90 pieds de creux. À l'époque, on descendait dans le trou par des échelles de bois qui longeaient les parois. Les blocs de 20, 30 et 40 tonnes étaient sortis par des grues fixes, un peu comme celles utilisées pour la construction des gratte-ciel. Il y en a six: chacune d'elles est opérée par quatre hommes: un signaleur, un opérateur et deux hommes pour attacher les blocs. Aujourd'hui, il y a un chemin qui descend au fond du trou et l'on utilise une pelle mécanique qui à elle seule peut rem-



PHOTOS DANIEL S-LEGAULT

UN HOMME DE SILENCE

Fernand, le syndicaliste, n'avait pas besoin de parler pour régler. Il allait chercher les personnes concernées, les plaçait l'une devant l'autre, écoutait et demandait comment on allait régler ça. Le président du Syndicat des travailleurs de la carrière du lac Saguay a toujours su confronter ceux qui parlent. Quand le patron disait «Jean-Claude dit ceci, cela», il prenait le camion, allait au fond de la fosse, remontait Jean-Claude, traînait le conseiller, mettait tout ce beau monde ensemble. Quand tout le monde s'est regardé, quand tous se sont parlé, il a dit: «Maintenant, qu'est-ce qu'on fait?» «On règle.»



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

placer les six grues. Les grues ont environ 100 pieds de haut. La première a été érigée avec des poulies et des hommes; les autres ont été montées de la même façon, mais on a fait appel à la mécanique. Fernand a eu connaissance de l'effondrement de trois grues: deux parce que les charges étaient trop lourdes, la troisième parce qu'un câble

d'acier qui servait d'attache était trop court: il a cédé sous la pression.

Quand on parle conditions climatiques, Fernand en a long à dire. «L'hiver, c'était une toute autre affaire. Y faisait froid... à faire fendre la pierre. Au lieu de tirer un coup en se servant des explosifs, on injectait de la vapeur dans les trous jusqu'à ce que ça ouvre. Quand la journée était trop avancée, on mettait de l'eau dans les trous avant de partir. Le lendemain matin, tout était ouvert.» L'utilisation de la vapeur n'a duré que quelques années. Passer ses journées au grand froid dans l'humidité chaude provoquait beaucoup de rhumatisme. C'était dur pour les arti-

culations. La compagnie avait installé des petites cabanes au fond du trou pour que les travailleurs aillent se réchauffer quand ils étaient trop gelés. Aujourd'hui, la carrière est fermée pendant les mois d'hiver et les gars ne sont plus obligés de travailler lors d'intempéries.

S'ORGANISER

En effet, en 1968, il y a eu la création d'un syndicat. Quand on demande à Fernand «pourquoi un syndicat?», il nous répond sans hésiter: «En 1956, on travaillait 60 heures par semaine et on gagnait 1\$ de l'heure. En 1968, on travaillait 50 heures et nos salaires ont monté à 2\$ de l'heure².» La première demande d'accréditation n'a pas été acceptée, mais l'année d'après, «on s'était préparés. Tout s'est fait dans une soirée. Par la suite, j'ai dû faire signer des papiers assermentés, car la compagnie prétendait qu'il y avait eu menaces et intimidations. La première année, il y en avait un qui avait bavassé; la deuxième, on savait à qui on pouvait se fier...»

Aujourd'hui, la semaine de travail est de 43 1/2 heures et les salaires tournent autour de 15\$ de l'heure. Il y a eu beaucoup d'amélioration côté santé-sécurité, mais il reste beaucoup à faire, notamment en ce qui a trait au bruit et aux conditions de travail. L'employeur considère qu'en donnant des bouchons pour les oreilles et des imperméables, tout est réglé. «Quand y mouille, on n'est pas à l'aise pour travailler. Quand on se penche, l'eau rentre en-dedans de l'imperméable. Les gants de caoutchouc viennent collants, glissants: on sait jamais si la masse va pas nous partir de 'dans les mains...»

Fernand est resté longtemps le président de son syndicat au lac Saguay.



PHOTOS: DANIEL S. LEGAULT

L'hiver, le «trou» fait silence.



Le long des routes autour des carrières du lac Saguay, les débris de pierres précieuses servent aux graffitis...

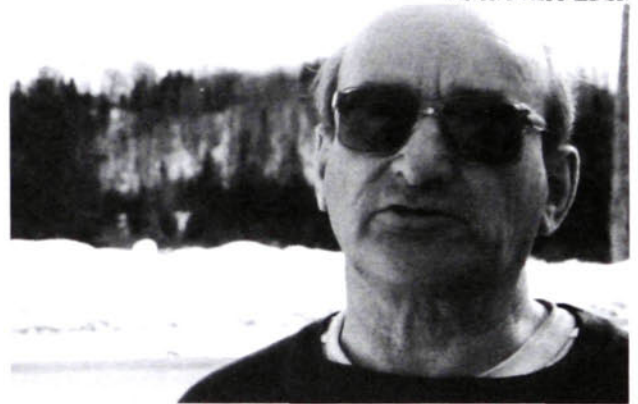
DE PÈRES EN FILS

Fernand n'a pas toujours été seul. Deux de ses frères ainsi que trois de ses fils ont travaillé avec lui. Son frère Guy a passé 35 ans à ses côtés. Paul n'est resté que 15 ans à la carrière. Il préférerait travailler en forêt. Ses fils Serge et Claude travaillent pour la compagnie depuis 1987 et 1989. Pierre est entré en 1969. Il a commencé à 16 ans. Âgé de 41 ans, il compte déjà 23 ans de services.

Père de 11 enfants, dont 8 vivants, et compte tenu que les salaires étaient bas, il fallait tout prendre. Pour vivre et élever la famille, en plus des heures supplémentaires, les fins de semaine, on creusait des puits. «Je partais avec mon *chain block*³ et un trépied, on faisait tout à la main. J'ai dû creuser la moitié des puits du village. J'ai arrêté quand sont arrivées les *pépines*. En bout de ligne, ça faisait des bonnes semaines. Je commençais vers 6h30 le matin. Je faisais du temps supplémentaire jusqu'à 10h-11h, le soir; je préparais l'ouvrage pour le lendemain.»

Pour Fernand, ce n'était pas suffisant. Il a été conseiller municipal pendant près de 20 ans. Si vous lui demandez ce qui l'a amené en politique, il vous répond modestement: «Dans une petite place comme ici, il n'y a pas beaucoup de monde qui veulent s'impliquer. Y en a qui me l'ont demandé. J'ai accepté.» Sous son «règne», le gros du développement de la municipalité s'est fait autour du lac: plus de maisons, plus de chemins.

Mais quand on pousse un peu plus loin, on apprend que Fernand et sa première femme se sont beaucoup engagés dans la communauté, particulièrement dans les loisirs. Fernand était arbitre de base-ball, sa femme faisait de l'organisation. C'est d'ailleurs elle qui a organisé, dans le cadre des Jeux du Québec, les compétitions de ballon-balai et de base-ball



PHOTOS DANIEL S-LEGAULT

lorsqu'elles ont eu lieu à Mont-Laurier. Quand il était question de politique, la femme de Fernand était «toujours là. Elle était petite, mais elle en avait dedans. Elle était active et s'intéressait à tout ce qui se passait.»

Quand on lui demande ce qu'il pense de la situation politique actuelle, il nous dit, laconique: «On n'a pas le choix, il faut mettre de l'ordre en quelque part...». Parlant du dernier référendum, il ajoute: «Les fédéralistes n'ont pas peur pour rien.»

SAUVER LA GRANGE

Évidemment, une fonction en attire une autre. En plus de son rôle de conseiller, Fernand a occupé la fonction de chef pompier pendant 20 ans. À l'époque, le travail de pompier consistait à s'assurer que le feu ne se répande pas. Quand la maison brûlait, on sauvait la grange. Les règles sont devenues plus ambitieuses. Maintenant, il faut, en plus d'empêcher la prolifération, intervenir sur le foyer de l'incendie. C'est Fernand qui était sur les lieux quand l'hôtel Painchaud a passé au feu. C'était l'hôtel principal. Les risques de propagation étaient très élevés; il a fallu faire appel aux pompiers de Mont-Laurier, Nomingue, Ste-Véronique et L'Annonciation.

Pendant plusieurs années, les fins de semaine, quand il n'y avait pas de puits à creuser parce que la machinerie avait évincé l'homme, Fernand partait en Abitibi. Il avait obtenu un permis de trappe. Les fins de semaine se passaient dans le bois. La chute du prix de la fourrure l'a amené à abandonner la trappe, mais pas pour toujours.

SAUVER LE BOIS

Depuis décembre 95, Fernand est retraité. Aurait-il continué plus longtemps? «Moé, j'ai toujours travaillé fort. Mais il faut laisser la place aux jeunes. J'ai pas peur de m'ennuyer.» Il compte se reposer en réparant son chalet. Il possède une forêt de 400 acres, le lot de ses 15 ans et l'ancien lot de son père. La partie qu'ils avaient défrichée a repoussé et celle qui était là avant qu'ils arrivent y est encore. Fernand est fier de sa forêt, les arbres sont gros, les plus jeunes sont déjà vieux. Il n'est pas question pour lui de faire la coupe.

La forêt, c'est pour ses enfants. En attendant, c'est la place où il recommencera à trapper, où il ira chasser. Ça lui servira à faire son bois de chauffage. C'est son aire de repos. C'est la paisibilité qu'il veut léguer à sa descendance. On lui a demandé s'il n'avait pas peur que ses enfants abattent les arbres. Il répond: «J'penserais pas, ils aiment ça autant que moi...»

PHOTO JULIE PERREAULT



Dans le Vieux-Montréal, c'est en granite rose qu'a été fabriquée cette sculpture spectaculaire, un cube troué...

1. On dit aussi DYNAMITEUR, pour la personne qui manipule les explosifs.
2. Rappelons-nous qu'en 1968 les trois chefs syndicaux ont été emprisonnés à cause du conflit de travail dans la fonction publique et que les demandes étaient à l'époque de 40 heures par semaine avec un salaire minimum de 100\$, soit 2,50\$ de l'heure.
3. Un palan, une chaîne de levage.

En direct à la chaîne culturelle FM de Radio-Canada

MIDI-CULTURE

THÉÂTRE
CINÉMA arts visuels
danse
ESSAIS
littérature
CD-rom



Serge Bross, Gilles Desjardins,
Michel Demers, Hervé Guay, Françoise
Laurendeau, Jean-Claude Maréchal,
André Morin et Michel Nadeau commentent
les faits les plus marquants de l'actualité
dans les domaines artistique et culturel.
MIDI-CULTURE
Du lundi au vendredi
à 12 h 15
Médias: Radio-Canada / Québec

SRC Radio FM



VO

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Ne manquez pas dans
le prochain numéro...
Juillet-août 1996

ENTREVUE:
Nancy Neamtan
et l'économie sociale

DOSSIER:
la nouvelle MAURICIE
femmes, économie, environnement, paroles, piété...

VO

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

P L U S P L U S P L U S
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

<input type="checkbox"/>	Abonnement individuel	1 an : 23,00 \$
<input type="checkbox"/>	Abonnement individuel	2 ans : 40,00 \$
<input type="checkbox"/>	Abonnement individuel à l'extérieur du Canada	1 an : 30,00 \$
<input type="checkbox"/>	Abonnement institutionnel	1 an : 32,00 \$
<input type="checkbox"/>	Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada	1 an : 40,00 \$
<input type="checkbox"/>	Abonnement de soutien	1 an : 35,00 \$
<input type="checkbox"/>	Étudiants ou sans-emploi	1 an : 15,00 \$
<input type="checkbox"/>	Numéro seulement	3,95 \$ + 1,45 \$ poste

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

PAIEMENT INCLUS : _____

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
**Revue Vie Ouvrière inc., 1215 rue Visitation, Montréal
 (Québec), H2L 3B5 • Téléphone : (514) 523-5998**

Privatisation de l'eau à Montréal: ARGENT LIQUIDE

ISABELLE RIVEST

PLUSIEURS MUNICIPALITÉS, DONT MONTRÉAL, SONGENT À PRIVATISER LEURS SERVICES D'EAU. QUI DONC EN PROFITERA?

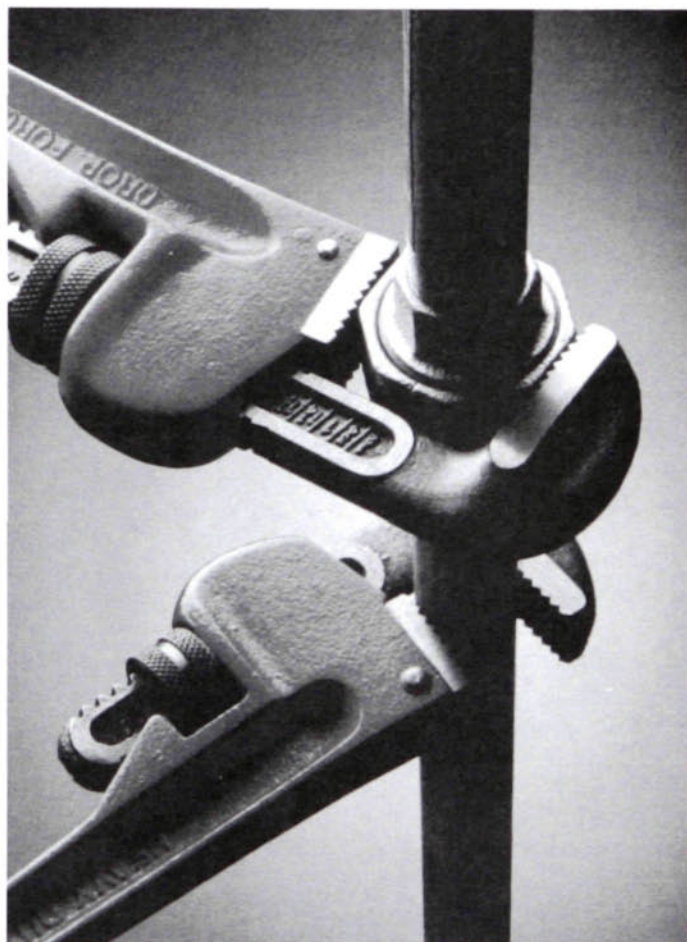
«**D'**ici peu, l'eau pourrait être de compétence privée partout sur la planète», estime M. Patrick Béron, professeur au département de chimie, sciences et techniques de l'eau à l'UQAM. Il s'agit, en effet, d'une tendance mondiale. Des firmes ont réalisé des percées importantes en France, en Angleterre, aux États-Unis, en Afrique et en Amérique latine. Maintenant, c'est Montréal qui songe à céder la gestion de l'eau à une société privée.

Pourtant, les raisons qui militent contre la privatisation sont nombreuses. S'il y a un avantage, c'est pour les compagnies qui s'assureraient ainsi des profits faramineux. Et les trois firmes françaises intéressées par le dossier montréalais, Générale des eaux, Lyonnaise des eaux et Bouygues, sont loin d'être au-delà de tout soupçon. Corruption, trafic d'influence, ententes illicites sur les appels d'offre, livraison d'eau contaminée, les trois géants sont empêtrés dans des poursuites judiciaires par-dessus les oreilles.

En situation de monopole sur une ressource essentielle, les entreprises ne courent aucun risque: elle servent une clientèle captive. «Dans le cas des services publics, il n'y a pas de libre-marché», affirme Béron. Si on en croit les expériences passées un peu partout dans le monde, c'est à une augmentation substantielle des coûts et à une dégradation tout aussi importante des services que devraient s'attendre les Montréalais-es.

LE PRIX DE LA POMPE

D'ailleurs, le gouvernement du Québec hésite: l'eau, ressource vitale, pourrait être retirée de la liste des services municipaux «privatisables», comme le sont déjà la police et la protection contre les incendies. Mais, privatisés ou pas, le ministère des Affaires municipales encourage les villes à facturer leurs services sur la base du paiement à la



consommation. C'est le principe de la *poll tax* d'Angleterre.

Dans le cas de l'eau, un des arguments en faveur de la formule consommateur-riche-payeur-se est la préservation de la ressource: on croit que les gens feraient plus attention au gaspillage. «La vérité des coûts doit faire partie d'une stratégie de développement durable», dit-on. L'installation de compteurs d'eau pourrait favoriser des économies de 10% à 40%, selon les estimations.

Mais l'argument écologique ne fait pas l'unanimité. Une étude réalisée en France par la Confédération nationale des administrateurs de bien de Paris et d'Île-de-France (CNAB) montre que la consommation de la population en général ne diminue pas avec l'installation de compteurs individuels. Ce qu'on observe, c'est que les ménages à faible revenu, plus sensibles à l'augmentation du prix, diminuent leur consommation le plus possible. On a vu des gens âgés remplir leur baignoire d'eau: c'est ce dont ils disposent pour la semaine.

DERNIER AVIS

Lorsqu'une société privée gère le service, elle se trouve aux prises avec une contradiction: vendre le plus d'eau possible pour maximiser ses profits et veiller à la préservation de la ressource. Plus inquiétant, les firmes peuvent vouloir se débarrasser des clients-es pauvres, marginaux ou non-profitables. C'est ce qui s'est produit en Angleterre, où la gestion de l'eau a été privatisée en 1990. L'année suivante, 21 000 cou-

pures étaient pratiquées pour non-paiement, une augmentation de 177% sur l'année précédente.

De plus, un rapport de l'OFWAT (Office de l'eau) sur l'impact des compteurs d'eau montre que 8,3% des ménages ont eu des difficultés à rencontrer le paiement de leurs factures. L'eau devient alors une nouvelle source de tension familiale. De nombreux foyers ont admis avoir réduit le nombre de bains et douches de 50%... Aussi, plus les revenus sont faibles, plus on habite nombreux dans un petit logement. Comment des co-locataires peuvent-ils partager équitablement la facture entre eux?

Une forte consommation n'est pas nécessairement liée à la richesse. Plusieurs problèmes médicaux – l'arthrite, par exemple – sont traités par des bains chauds. «Il existe des moyens peu coûteux pour réaliser des économies d'eau, comme l'installation de pommeaux de douche ou d'une brique dans les toilettes», affirme Pierre J. Hamel, professeur à l'Institut national de recherche scientifique-urbanisation (INRS). «Si on veut économiser la ressource, qu'on commence par colmater les fuites», poursuit son collègue, Jean-Pierre Collin.

SUS AUX COLS BLEUS

Justement, si la Ville songe à privatiser, c'est qu'elle affirme ne pas avoir les moyens d'emprunter les 200 à 500 millions \$ qu'il faudrait investir pour remettre l'infrastructure en état. Un argument réfuté par de nombreux experts-es. La Ville, qui emprunte à un taux préférentiel, a en plus un pouvoir de taxation sur les citoyens-nes. Comment une société qui ne jouit pas des mêmes avantages pourrait-elle faire mieux?

«La privatisation est un choix idéologique qui n'a pas de justification économique», estiment les experts de l'INRS. Les habitants-es de la métropole ont droit à un service peu coûteux et de bonne qualité. Les avertissements publics pour

faire bouillir l'eau sont rarissimes et il n'y a pas de problème de pression non plus.

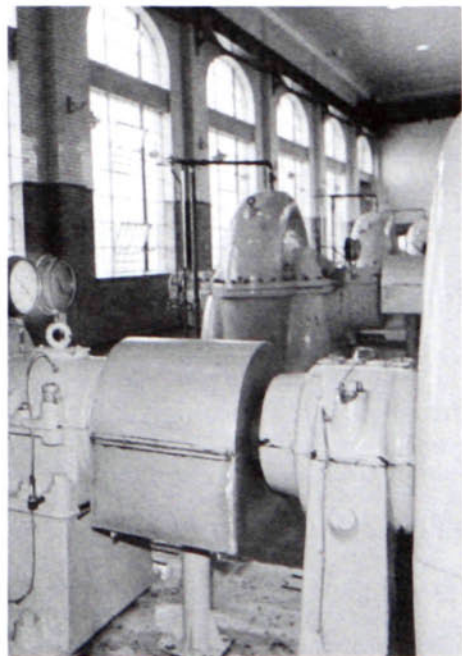


PHOTO: YVES PROVENCHER

Le système d'aqueduc à Montréal.



PHOTO: BIBLIOTHÈQUE DES ARTS DÉCORATIFS, PARIS

LA CRISE DE L'OR BLEU

L'eau, ressource vitale, fait déjà défaut à des millions de personnes sur la planète. Avec l'expansion démographique, on prévoit qu'elle deviendra, d'ici une dizaine d'années, une des ressources stratégiques les plus importantes. Détenue par des intérêts privés qui ne s'encombrent pas de considérations humanitaires, on peut comprendre l'inquiétude de plusieurs personnes. «Pourquoi ne pas aussi privatiser l'air?», s'interroge Patrick Béron.

Certaines régions des États-Unis connaissent déjà des pénuries importantes. Un projet caressé par Bernard Lamarre de Lavalin visait à détourner les eaux de la Baie James vers l'Arizona, par un canal déployé sur une distance de 3 000 km!

Avec ses ressources immenses d'eau (Baie James, Grands Lacs, fleuve Saint-Laurent), le Québec deviendra-t-il l'Arabie saoudite de l'Or bleu? Les experts-es de l'INRS en doutent: «L'eau, c'est lourd et encombrant. En vendre n'est payant que lorsqu'il y a proximité. Il serait plus rentable de livrer de l'électricité à la Californie pour qu'elle desale l'eau de mer que de lui vendre de l'eau potable.»

1. Voir dossier dans *La Presse*, fin février 1996.

Mais Montréal cherche par tous les moyens à alléger les impôts fonciers des citoyens-nés. Pourtant, si on réduit les taxes, ce sera pour refiler un nouveau compte à payer, qui comprendra en plus la marge de profits réalisée par l'entreprise.

On peut y voir aussi la poursuite d'un autre objectif. Comme dans tous les cas de privatisation des services publics, la Ville cherche à en finir avec la convention collective des cols bleus. Leur cote d'amour étant au plus bas auprès de la population, ceux-ci risquent de ne trouver que peu d'appui pour défendre leur cause.

À la Ville de Montréal, on cache mal un profond embarras. On craint que le dossier soit difficile à faire accepter par la population. «Rien n'est encore décidé», répète-t-on partout. «Le Comité exécutif n'a pas encore donné son accord pour qu'une étude soit réalisée, affirme M. Marcel Chouinard, agent de relations publiques. Ce qui ne veut pas dire que ce ne sera pas fait...», s'empresse-t-il d'ajouter.



ILLUSTRATION: CARLO MATTIOLI ET GORDON ZOLA

Ironiquement, celui qui risque d'avoir à vendre le dossier à la population pourrait bien être Yves Séguin, ex-ministre des Finances, qui démissionnait de son poste en 1991, pour s'opposer à l'introduction de la TPS. Le défenseur du-de la citoyen-ne contre les taxes est maintenant président de PROCERCO, filiale de la Générale des Eaux, et un des chefs de file pour l'obtention des très lucratifs contrats... ↴

Tout ce qui est en bas est
comme tout ce qui est en haut.



«Tout ce qui est en bas est
comme tout ce qui est en haut»

Encre de chine sur papier 1985, 27,5 x 37,5 cm

Cette oeuvre de Marc Lincourt est identifiée
au programme des dons planifiés de
La Fondation Centraide

Gosselin+Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420
MONTRÉAL (QUÉBEC)

H2E 1A7

TÉLÉPHONE : (514) 376-4090

TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099

LE CENTRE 7400:

au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent

Montréal (Québec)

H2R 2Y1

Tél.: 270-7400

Fax: 270-7451

L'Action NATIONALE

1259, rue Berri,
bureau 320,
Montréal H2L 4C7

Tél.: 845-8533

Revue mensuelle, 35,00\$ par an

Fondée en 1917

- Sociale, économique, culturelle, indépendantiste
- Des faits, des idées et des solutions
- 1 600 pages par année • Plus de 200 collaborateurs
- Indépendante des partis politiques

ATTENTION AU DIEU-MARSHMALLOW

JEAN ROBITAILLE

DANS NOTRE DERNIER NUMÉRO, JACQUES BÉLANGER RÉPONDAIT À NOS QUESTIONS SUR LE PATRIMOINE DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. VOICI MAINTENANT, EN GUISE DE POST-SCRIPTUM, UN PETIT PORTRAIT DE L'HOMME...

J'ai connu Jacques Bélanger il y a une dizaine d'années. C'est Pierre Vallières, avec qui j'entretenais des projets de vie communautaire, qui avait tenu à ce qu'on suive le cours donné par ce frère capucin aux allures bien modestes mais aux idées franchement radicales et joyeusement dérangeantes. Du même souffle passionné, il nous invitait à abattre le capitalisme mais à aimer Georges Bush! Dans les deux cas, l'intention de provoquer était manifeste. Et le propos, extrêmement sincère.

Je suis resté marqué par ce sage bonhomme qui m'interpellait à ne jamais cesser de croire que l'être humain est toujours capable de dépassement. C'est lui qui m'a expliqué la signification profonde de la contemplation et de la prière. «La vraie démarche contemplative permet de voir assez vaste dans la vie de quelqu'un pour ne pas s'arrêter au moment de sa méchanceté», aime-t-il à dire. «Contempler Dieu, c'est regarder quelqu'un plus large que ce qu'il est en train de te montrer pour en saisir véritablement les racines.»


Mais ce même bonhomme en a tout autant contre ceux et celles qui nous présentent un Dieu-bonbon. «Il faut être vigilant», se rappelant tout particulièrement les cas de gênantes dérives lors d'homélies de funérailles. «Dans certaines occasions, faut faire attention de ne pas trop se laisser emporter par la compassion en disant que Dieu est bon. Si le gars dans la tombe c'est un chenapan qui a opprimé tout le monde toute sa vie, tu humilles ceux qui ont été opprimés en disant que Dieu s'en occupe comme si de rien n'était. Ouh, Il est capable

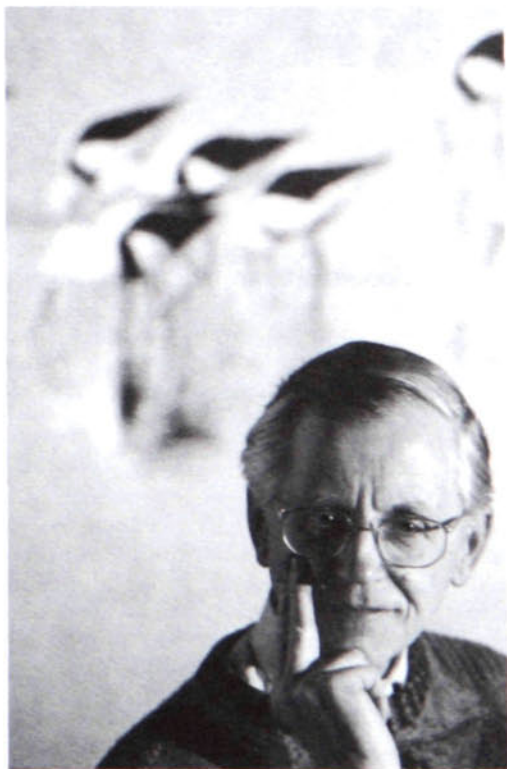
malgré tout d'accompagner un oppresseur mais il n'est pas imbécile pour autant. Faudrait pas faire de Dieu un marsh-mallow!»

Rien de guindé ou d'empesé chez ce leader religieux. Au contraire, le désir insatiable de chercher et de goûter le meilleur de la vie et de le partager, simplement. Et autant que possible, avec humour. Lui qui aime se souvenir de la réaction de sa famille, une gang de ricaneux, avoue-t-il, à son ordination: «D'un coup, c'est la tonsure. T'arrives avec ton petit washer sur la tête pis tu te dis, "ou bien ils vont pleurer, ou bien ils vont être morts de rire." Ce qui est sûr, c'est

que t'iras jamais dans un bordel après ça!»

Il rigole de ce passé mais précise que l'image qu'on se faisait des religieux-ses dans le temps correspondait aux références culturelles de l'époque. «Chez nous, dans le Bas-du-fleuve, on évaluait un bon parti à marier au fait qu'il ne boive pas, qu'il ne sorte pas, qu'il ne dépense pas et qu'il ne sacre pas. Dans le fond, c'était un beau naïf!» Mais la culture

dominante du temps voulait que "moins ça bouge, mieux c'est!" Puis on appliquait ça à la religion. Ça fait qu'on disait aux gens, "si tu veux une vie plate, ben rentre là-dedans, tu vas l'avoir!"». 



PHOTOS BERNARD JEAY

ILS SONT INVISIBLES AUX YEUX DES CLIENTS. POURTANT, LES RESPONSABLES DE CENTRES D'ACHAT N'ONT D'YEUX QUE POUR EUX. TOUS LES JOURS, APRÈS L'ÉCOLE, LES ADOLESCENTS-ES ENVAHISSENT, PAR CENTAINES, LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX. EN SE TENANT LÀ, EN MOYENNE 3 HEURES PAR JOUR ET LE DOUBLE LES FINS DE SEMAINE. LA PLUPART DU TEMPS, ILS-ELLES FLÂNENT EN GROUPE. NE FAISANT RIEN, OU C'EST TOUT COMME. ALORS, QU'EST-CE QUI LES ATTIRE DANS CES ANTRES DE LA CONSOMMATION, EUX QUI N'ONT SOUVENT PAS LES MOYENS DE CONSOMMER?



Centres d'achats: GARDERIES D'ADOS

ISABELLE BURGUN

Pourquoi les adolescents-es y gaspillent-ils autant de temps? «Pour les filles!», répondent en chœur Pierre, Nicolas, Henry et Benoît. Âgés tous quatre de 13 ans, ils placent leur intérêt pour les filles ex-aequo avec les boutiques de sport. Et loin devant celles de disque ou du linge. «Celle qui nous plaît, on la suit. On lui demande son numéro de téléphone. Des fois, ça marche...», raconte Benoît.

Krystelle, Amélie et Cynthia, pour leur part, déclarent ne pas venir pour les garçons. Si elles sont ici, c'est pour «faire du lèche-vitrine devant toutes les boutiques – ou presque.» Du haut de leurs 12 jeunes années, elles expliquent que «le centre-ville, c'est trop grand». D'une seule et même voix, les adolescents-es rapportent que les parents les préfèrent au centre d'achat plutôt que dans la rue.

ENTRE L'ÉCOLE ET LA MAISON

Le centre est devenu une véritable garderie pour adolescents-es. Pour la ma-

jorité, ils ont entre 9 et 13 ans. À la Place Versailles, entre 25 et 150 enfants envahissent le centre l'après-midi et toutes les fins de semaine. «Ils viennent après les cours, surtout les jeudis et les vendredis soir», constate Sylvain Jutras, le chef de la sécurité du centre. Cette situation laisse perplexes les directions des Malls. Quelle stratégie adopter entre transformer le centre en une forteresse armée ou un parc d'attraction?

«Il faut que le centre adapte ses services à l'ensemble des clients. On compose avec eux, ils ont eux aussi un besoin d'achat», affirme Josée Mireault, directrice de marketing pour la société West Cliss, une société montréalaise de développement de centres commerciaux. Ce que conteste Marc Labelle, l'adjoint du directeur du groupe Ivanohé (gérant 43 centres): «Nous ne sommes pas une garderie, nous sommes des marchands.»

LA FUTURE CLIENTÈLE

Même si tous les responsables déclarent que ces jeunes sont «la clientèle de demain», la plupart confient leur

Quelle stratégie adopter: transformer le centre en forteresse armée ou en parc d'attraction?

désarroi devant l'ampleur du phénomène. Ils ne savent pas par quel bout les prendre. Les connaissant peu, ou mal, leur priorité est alors de prévenir les pépins.

La première mesure est souvent d'interdire leur présence. «Lorsque l'on rencontre une gang de 4-5 jeunes, on leur demande de se séparer ou de sortir. Mais ici, Place Versailles, vous pouvez sortir un jeune par une porte, mais il y a 13 entrées, alors...», constate Denise Boutin, la directrice de la Place Versailles. La seconde consigne, donnée au service de la sécurité, est de le faire circuler. «Il n'y a pas de politique maison, ni de règlements écrits. Nous demandons à nos agents d'être vigilants et de

Les adolescents-es rapportent que les parents les préfèrent au centre d'achat plutôt que dans la rue.

faire déplacer les adolescents», relate André Falardeau, directeur de la Plaza de Côte-des-Neiges. Il arrive également que la direction fasse appel à la police. «Des petits vols, des graffitis à l'extérieur..., tout cela a un coût élevé. Alors la police nous aide. Mais ce serait bien qu'elle soit plus diligente, notre service de sécurité ne peut pas faire grand chose seul», déclare Robert Gauthier.

L'INVASION DES ADOS

Les responsables de la sécurité sont, pour leur part, blasés. «C'est devenu une habitude pour ces jeunes de flâner au

centre. Plus ils sont nombreux, plus ils sont malins. C'est à celui qui va faire rire la gang», confie Sylvain Jutras. Cigarettes, savons dans les fontaines et graffitis sont souvent les seuls dégâts qu'on peut leur reprocher. Alors impuissants face à cette invasion quotidienne, les agents confient qu'ils ne savent pas quoi faire contre ça. «C'est un endroit public, on ne peut rien faire contre cette fréquentation. Mais on dirait que le centre d'achat leur appartient», soutient Léo Blanchette, le chef de la sécurité de la Plaza Côte-des-Neiges. «Si on les dérange d'un banc où ils sont attroupés, ils s'écrient qu'on les "empêche de vivre".

Que voulez-vous répondre à ça?», ajoute-t-il.

Pendant que les clients-es passent sans le savoir, les responsables des centres ne sont pas optimistes pour l'avenir. «Je n'ai pas l'impression que nous allons vers une amélioration du problème. Les parents démissionnent et l'école

se désiste en ce qui concerne la discipline. La société est malade, la jeunesse également», avance Robert Gauthier.

LA PLACE ROMAINE

Peu de sociologues se sont penchés sur ce phénomène. «Le centre d'achat est une chose concrète, la seule peut-être chez les adolescents. C'est la culture de consommation. La question qu'il faut se poser est celle-là: qu'est-ce qu'on offre aux ados comme idéal?», alerte le sociologue Jacques Grandmaison.

Véritable ville dans la ville, le centre d'achat est également un lieu de vie. Une garderie pour les adolescents-es – pour les aînés-es et tous les exclus-es également – qui ne trouvent pas ailleurs d'espace de socialisation. «Il y avait, avant, des mouvements pour la jeunesse, comme les scouts ou les guides. De larges réseaux où les jeunes allaient échanger sur des projets collectifs et se rencontrer. Si l'on rétrécit le rayon social, la temporalité, les lieux..., apparaît un phénomène d'étouffement. Parce que la société actuelle n'offre plus de place à l'adolescent-e», conclut Jacques Grandmaison.

Alors cette fraction de la population s'est approprié ce forum – place romaine, où l'on commerce et discute – dressé dans leur quartier. Ce temple de la consommation n'est pas près de perdre ses charmes pour les ados. Comme s'écrie Benoît, 13 ans: «Les plus belles filles sont ici!»



Arthur Lamothe:



LE NOUVEAU FILM D'ARTHUR LAMOTHE, PRODUIT PAR LA MAISON «LA FÊTE», EST TERMINÉ ET SERA PROJETÉ AU FESTIVAL DES FILMS DU MONDE À MONTRÉAL À LA FIN AOÛT. L'AN DERNIER, LE RÉALISATEUR ÉTAIT À SEPT-ÎLES ET MOISIE POUR LE TOURNAGE DU «SILENCE DES FUSILS».

Pas vraiment facile de faire parler Arthur Lamothe sur son engagement social. C'est que l'homme se définit avant tout comme un cinéaste, un artiste, et le qualificatif d'engagé qu'on lui attribue régulièrement provoque chez lui un certain malaise. Non qu'il renie son engagement social, mais bien parce qu'on oublie trop souvent d'insister sur la nature première de son travail qui est d'être cinéaste.

«À quoi ça servirait d'être engagé si je ne faisais pas d'abord du bon cinéma?»

«À quoi ça servirait d'être engagé si je ne faisais pas d'abord du bon cinéma?» explique-t-il avec son accent du midi.

Originaire de Malioténam, Michèle Audet, vedette principale du film *Le silence des fusils*, avec Amun, son fils.



TEXTE ET PHOTOS : NICK TALBOT

ENGAGÉ?

explique-t-il avec son accent du midi. Estimant que ce n'est qu'avec de bonnes réalisations que l'on arrive à faire passer un message, il s'est appliqué depuis ses débuts dans le cinéma, en 1961, à soutenir son engagement par des productions de qualité; les prix et distinctions qu'il a récoltés au cours de sa longue carrière sont là pour attester de la qualité de son travail.

C'est en 1962, durant le tournage du film *Les bûcherons de la Manouane* qu'il fait face pour la première fois à la réalité autochtone. Il y rencontre les Attikamek de la Haute Mauricie. Lamothe est touché et en 1973, il commence le tournage d'une série de documentaires sur les Montagnais-es de la Côte-Nord.

En jouant sur le sens du mot «engagé», Arthur Lamothe se dit véritablement engagé par les Innus: ce qu'il tourne, c'est d'abord la vision d'eux-mêmes que les Innu veulent voir projetée vers l'extérieur; le documentariste s'efface pour devenir l'artisan de l'expression d'une nation.

Les sujets abordés, comme les problèmes de la communauté Innu, sont nombreux: le sentiment de dépossession et la dépendance créée par le caractère paternaliste de l'intervention gouvernementale, le passage rapide à


la sédentarisation forcée d'une communauté nomade, le choc des cultures et des valeurs, ont engendré dans la communauté un mal de vivre qui se traduit souvent par des problèmes aigus d'alcoolisme et de toxicomanie et par un taux effarant de suicide chez les jeunes.

Mais il n'y a pas que les problèmes à montrer, il y a une culture ancienne, différente et riche qu'il faut mettre sur pellicule pour la laisser en héritage aux plus jeunes.

Si Arthur Lamothe a accepté de consacrer autant d'années à son travail chez les Innus, c'est qu'il y a trouvé une qualité toute particulière de contacts humains où le respect de l'individu est une valeur de base. C'est cette notion de respect de l'individu qui l'a guidé au cours de ce long voyage au coeur de la nation Innu: «Je ne filme pas une société, je filme d'abord des individus qui forment une société...», et c'est ce rapport entre les individus en interaction



dans un groupe social qui est le sujet principal de son travail.

On pourrait croire qu'il aurait peut-être préféré une carrière plus glorieuse de cinéaste de fiction, accolant son nom à des réalisations de prestige, mais non. Même s'il a déjà réalisé des longs métrages de fiction et même s'il en a d'autres en projet, Arthur Lamothe est d'abord un homme qui a consacré sa vie à cultiver ses relations avec une nation et à cultiver son intérieur de sorte que, à l'âge vénérable qu'on lui connaît, il a acquis la sagesse de la simplicité, une simplicité qui désarme tous les interviewers-ses. 

Des enfants de Malioténam.



Avec Ghislain Picard, vice-président de l'Assemblée des Premières Nations.

Avec le producteur du film Rock Demers.



Tunisie amie



«Les toréadors de la mer», vous connaissez? Ce sont ces pêcheurs, qui utilisent l'art de la *Matanza* pour capturer le thon. Exercice spectaculaire auquel les visiteurs peuvent prendre part. Et ce n'est là qu'un des nombreux attraits de la Tunisie. On peut aussi y pratiquer la chasse au sanglier, la pêche sous-marine, ou aller à l'aventure, à la découverte des mystères du Sahara. On appréciera de la même manière l'air climatisé naturel des *troglydites* de Matmata et la grâce des gazelles du désert.

Mais la Tunisie est aussi une destination balnéaire très prisée. On peut aussi bien s'offrir une cure de «jouvence» dans les nombreuses stations thermales qui pratiquent la thalassothérapie, que se laisser aller aux plaisirs du bronzage, du yachting, du ski nautique et des sports comme le tennis ou le golf.

Pour ceux qui ne veulent pas «bronzer idiots», les villes et villages tunisiens offrent de nombreuses occasions de se familiariser avec les cultures anciennes et modernes, avec celles de l'Orient et celles de l'Occident. Des richesses qui se retrouvent en cuisine, pour flatter le palais des connaisseurs avides de nouvelles saveurs, de nouveaux plaisirs.

La mer Méditerranée qui couvre l'Est et le Nord de la Tunisie permet toutes sortes d'activités sportives et économiques. On pratique la voile et le yachting dans plusieurs ports de plaisance, en particulier au port El Kantaoui, et on peut assister à une spectaculaire *Matanza*, au cours de laquelle les pêcheurs conduisent le thon vers la prison camouflée des madragues (filets dissimulés).



Dans le sud tunisien, aux portes du Sahara, se dresse la petite ville de Matmata (nom des tribus berbères), unique en Afrique du Nord. La population y vit dans les *troglydites*, habitations creusées à même le roc dans des trous circulaires, procurant ainsi une climatisation naturelle. Le paysage a séduit Steven Spielberg qui y tourna «*La guerre des étoiles*» et «*Les aventuriers de l'arche perdue*».



Pour tout renseignement, contactez
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN
1253, McGill College, suite 655, Montréal, Québec H3B 2Y5
Tél.: (514) 397-1182 Téléc.: (514) 397-1647



JEAN MÉNARD

Le strip-tease impérialiste

L'an 501 raconte l'histoire, non terminée hélas!, de l'exploitation du Sud par les puissances impérialistes du Nord. L'originalité et la force de l'ouvrage tiennent au fait que Chomsky, par le moyen d'innombrables citations historiques, laisse parler l'impérialisme lui-même.

Réussir à démasquer l'ennemi en lui permettant d'enlever lui-même son masque, voilà, je pense, la force majeure de cette oeuvre dénonciatrice, impressionnante et irréfutable. Dans ce livre, l'impérialisme fait son *strip-tease* allègrement, franchement, devant son auditoire de voyeurs *politically correct*. Noam Chomsky projète sur le grand écran ce spectacle conçu pour les intimes, les amis-es du régime, spectacle nourri d'innombrables citations exhibitionnistes des meneurs-es de jeu du capitalisme mondial: 501 ans d'horreur depuis Colomb jusqu'à nos jours. Sans recourir à une quelconque idéologie

pour démystifier ces impérialistes sans vergogne, portugais, espagnols, anglais, français et, surtout, états-uniens. Chomsky les laisse parler, s'enivrer, danser allègrement, se vautrer dans leur bouillon de culture puant, répugnant, asphyxiant..., et les morts défilent, changeant seulement de nom au cours des âges: les autochtones, les Africains-es, les esclaves, les Asiatiques, les Arabes, les paysans-es, les ouvriers-ères, les chômeurs-es, les personnes assistées sociales, les sans-abris, les exclus-es... Un défilé funèbre long de 501 ans...

L'ouvrage – l'un des premiers de Chomsky à être traduit en français – se divise en quatre parties. La première partie suppose une connaissance minimale des théories de l'économiste libéral Adam Smith. Des sous-titres comme *L'injustice sauvage des Européens* et *Abat-*



tre les arbres et les sauvages donnent une idée du ton de l'ouvrage. Particulièrement remarquables sont les chapitres 7 et 8 consacrés à l'Amérique latine et à Haïti. Le livre se termine avec *Le Tiers Monde chez soi*.

Excellent ouvrage pour quiconque couche, sans préservatif, avec l'impérialisme états-unien «libre-échangiste»!

Noam CHOMSKY, *L'an 501: la conquête continue*, éditions Écosociété, 1995, 363 pages.



FTQ

*Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec*

**LA PLUS GRANDE
CENTRALE SYNDICALE
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est
17^e étage
Montréal (Québec)
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000
Télécopieur: (514) 383-8001

HULL
(819) 777-5441

JONQUIÈRE
(418) 699-0199

MONTRÉAL
(514) 383-8000

QUÉBEC
(418) 623-8713

RIMOUSKI
(418) 722-8232

ROUYN
(819) 762-1354

SAINT-JÉRÔME
(514) 431-6659

SEPT-ÎLES
(418) 962-3551

SHERBROOKE
(819) 562-3922

TROIS-RIVIÈRES
(819) 378-4049

CHANGEMENTS DANS LE SYSTÈME DE SANTÉ

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR JULIE PERREAULT

LE SUJET EST DÉLICAT, COMPLEXE. C'EST LE TIERS DE L'ÉTAT, 30% DU BUDGET. DE LA NAISSANCE AU DÉCÈS, TOUS LES INDIVIDUS SONT CONCERNÉS. SES INSTITUTIONS, LE RÉSEAU DE LA SANTÉ QUÉBÉCOIS, SONT UN ÉNORME BATEAU À MANOEUVRER. LES FAIRE VIRER, ENSEMBLE, DANS UNE NOUVELLE DIRECTION, EST UN GROS CONTRAT. LE PUZZLE VAUT 12 MILLIARDS DE DOLLARS. ET LES COMMUNICATIONS SONT COUPÉES.

D'OÙ QU'ILS-ELLES VIENNENT, POUR LES NÉO-QUÉBÉCOIS-ES, LA CONSTRUCTION D'HÔPITAUX EST LA MESURE DU PROGRÈS. ON COMPREND MAL POURQUOI ICI ON EN FERME! POURTANT, C'EST UNE TENDANCE MONDIALE. LA TECHNOLOGIE ET NOS CONNAISSANCES DU VIEILLISSEMENT ONT TRANSFORMÉ LES BESOINS EN SOINS DE SANTÉ. DES CONSENSUS EXISTENT. ON S'ENTEND PAR EXEMPLE SUR UN BUDGET ADÉQUAT POUR LES CLSC, QUI ARRIVERONT EN PREMIÈRE LIGNE DANS LE RÉSEAU. L'INTENTION EST

CONSIDÉRÉE BONNE. MAIS LE GOUVERNEMENT PROFITE DES CHANGEMENTS POUR COUPER LES BUDGETS. PLUSIEURS « RÉFORMES » SE FONT EN MÊME TEMPS. LE « VIRAGE » EST UN PRÉTEXTE POUR COUPER. ET LES COUPURES DISCRÉDITENT L'AUTRE RÉFORME.

LA GRANDE BOUSCULADE

LES CHANGEMENTS VISENT SPÉCIALEMENT MONTRÉAL.

OR, LES MÉDIAS MONTRÉALAIS TRANSMETTENT AU RESTE DU QUÉBEC UNE VISION APOCALYPTIQUE. LA CONFUSION S'INSTALLE ENCORE. TOUT LE MONDE S'INQUIÈTE.

C'EST LA GRANDE BOUSCULADE. QUEL HEURT EST-IL?!? LES EMPLOYÉS-ES DU RÉSEAU ONT PEUR À LEUR POSTE. ILS NE CROIENT PLUS À CE VIRAGE, ILS IRONISENT DÉSORMAIS SUR LE « MIRAGE » AMBULATOIRE. LES ADMINISTRATEURS-RICES ONT PEUR À LEURS POUVOIRS, LA POPULATION, QUE VO A AUSCULTÉE, S'INQUIÈTE POUR LES PERSONNES POTENTIELLEMENT EN CHÔMAGE ET SYMPATHISE. CHACUN-E TIRE LA COUVERTURE. CONFLIT D'INTÉRÊTS.

IL ÉTAIT UN TRÈS GROS NAVIRE...



ILLUSTRATION: JIM WAGNER

Plusieurs expressions circulent, depuis quelque temps: virage ambulatoire, réforme de la santé, réforme Rochon... De quoi parle-t-on au juste? Il n'y a pas que divagation populaire: même dans les Régies, on offre plusieurs définitions du «virage ambulatoire»! Pas étonnant que le peuple y perde son latin. Si le tout semble improvisé, c'est qu'on assiste simultanément à plusieurs actions.

La réforme du réseau de la santé et des services sociaux, appelée parfois abusivement réforme Rochon, comporte une réorientation des approches en santé. On veut désormais que les besoins et les services soient établis régionalement. Des priorités socio-sanitaires seront ciblées (SIDA, violence, petite enfance, etc.) et des résultats devront être atteints.

La réforme comporte aussi une réorganisation des établissements de santé. On vise une plus grande complémentarité entre les services de première ligne (CLSC, Info-santé, cliniques médicales) et les hôpitaux, dont la mission première sera d'offrir des soins aigus. L'hébergement, la réadaptation et la convalescence se feront surtout à domicile ou dans des centres spécialisés.

Le virage ambulatoire veut réduire l'hospitalisation. C'est une partie, une petite partie seulement, de la réforme. Les tests pré-opératoires peuvent se faire en cliniques. L'amélioration des traitements et les progrès technologiques permettent de plus en plus de raccourcir les convalescences.

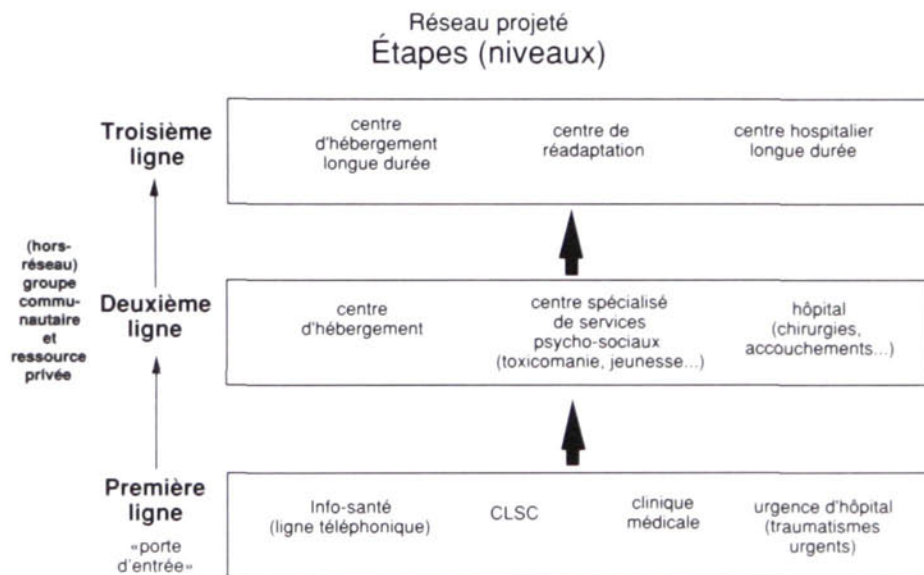
En même temps, des coupures budgétaires sont effectuées. Devant être étalées sur 3 ans, les coupures nettes (excluant les réallocations) atteindront près de 250 millions de dollars. Dans le dernier dépôt de crédits, on y rajoutait des coupures de 670 millions de dollars. 173 millions de dollars ont été réservés à la mise en place de la réforme.

L'ÉTALEMENT URBAIN

Les coupures ordonnées sont générales, mais visent à «respecter» l'étalement urbain. La région (soit l'île) de Montréal, avec 39% des ressources et 25% de la population québécoise, verra sur son territoire 42% des coupures. Ses établissements n'étaient pas pour autant moins occupés: Montréal recevait beaucoup de clientèle de sa banlieue.

Réforme, virage ambulatoire, coupures UN 3 POUR 1!

JULIE PERREAULT ET DANIEL S.-LEGAULT



Réaffectations du personnel de la santé (sauf médecins) à Montréal:

59% personnes auront été replacées d'ici 1988 (7 103)

24% personnes, avec sécurité d'emploi, resteront en disponibilité (2 887)


17% personnes, sans sécurité d'emploi, ne seront pas replacées (2 113)

On vise un ratio proportionnel à la population pour chacune des régions administratives. Une légère pondération s'applique. Elle tient compte de la vocation provinciale de certains établissements et de critères socio-sanitaires: vieillissement, problèmes de santé particuliers, etc. On veut que chacune de ces régions soit davantage «auto-suffisante».

Les trois régions qui écopent le plus sont Montréal, Québec et Shebrooke. Les trois régions avantagées par la redistribution budgétaire seront Lanaudière, Laval et Laurentides. Ces changements encourageront donc l'étalement urbain, pour le meilleur et pour le pire. Il est surprenant que les lobbys économiques de Montréal ne soient pas encore montés aux barricades...

La réaffectation du personnel de santé aura touché 6 000 personnes. Pour 40%

qui ne seront pas replacées, 75% des cadres ne le seront pas. Elle aura vraisemblablement coûté, pour les 3 ans du virage ambulatoire, 120 millions de dollars (en retraites anticipées, départs volontaires, mises en disponibilité temporaires). Ce montant représente 1% du budget global de la santé au Québec qui atteint 12 milliards de dollars.

Montréal est évidemment, de loin, la région la plus touchée par les coupures et la réaffectation du personnel. 65% des mouvements de personnel au Québec se feront à Montréal. Pour rester logiques dans leur adaptation à l'étalement urbain québécois, et éviter que des personnes mises à pied à Montréal aillent «bumper» un-e collègue de la banlieue, les Régies régionales, entre elles, ont convenu d'un respect de l'ancienneté à l'intérieur de chacune des régions administratives. 



Les commissions Castonguay et Rochon ont consommé beaucoup d'énergies et suscité énormément d'attention...

Petit historique DE LONGUE HALEINE

D.S.-LEGAULT ET J. PERREAULT



Claude Castonguay avec des cadres de son ministère, vers 1972.

Dans l'ouest de Montréal, on trouve sur un petit territoire, à vue d'œil, jusqu'à cinq hôpitaux différents...



PHOTO: YVES PROVENCER

Dans les années 50, les gens pouvaient se ruiner financièrement par la maladie. Dans les faits, plusieurs se ruinaient plutôt... la santé. La principale cause d'endettement de la famille était la maladie. En 1964, 43% de la population avait une assurance-maladie privée, et 20% seulement une couverture complète. Il restait donc 57% de la population absolument vulnérables devant les coûts de santé. Jusqu'à l'instauration de l'assurance-maladie, l'utilisateur-riche payait. Rose Bourgeois, 67 ans, se rappelle: «100\$ pour un accouchement, 900\$ pour une césarienne, en plus de la chambre d'hôpital... On payait à tempéraments. On a dépensé tout ce qu'on avait et pis... ce qu'on avait pas.»

Une loi fédérale de 1957 amène au Québec l'Assurance-hospitalisation, en 1961. L'État signe des ententes de service avec les hôpitaux. Régie et Loi de l'assurance-maladie, en 1969 et 1970, et création du Ministère des Affaires sociales, en 1970: universalité, accessibilité et gratuité sont au menu principal.

À partir de 1971, les centres communautaires de santé sont normalisés pour former les CLSC (centres locaux de services communautaires). En 1974, on en trouve 70 et en 1995, 161.

COMME PARTOUT DANS LE MONDE

En 1985, la Commission Rochon, mise sur pied par le gouvernement péquiste, veut faire un bilan des 15 ans de la réforme de la santé dirigée par Claude Castonguay. Le vieillissement de la population fait peur. Les Libéraux, qui prennent la relève, continueront le travail, dans la même lignée, avec quelques nouvelles orientations néo-libérales.

Le rapport de la commission s'inscrit dans une tendance mondiale à la diminution de l'hospitalisation. Le Québec a une durée moyenne de séjour parmi

les plus élevées. Depuis 10 ans, il y a à travers le monde une réduction des lits de courte durée (dits aussi «lits de soins aigus»). Le Québec ne fait qu'emboîter le pas.


En 1985, la Commission Rochon affronte l'État-Provigo. Mais avec une préoccupation du coût. Selon Yves Vaillancourt, de l'Université du Québec à Montréal, les commissaires ont dû manoeuvrer pour que le nouveau gouvernement, plus néo-libéral, ne tablette pas leur rapport. Mais la société (tous les mémoires déposés) leur a donné une crédibilité. Un consensus existe. Dans l'année suivant le dépôt du rapport Rochon, la ministre Thérèse Lavoie-Roux, en refaisant le tour des intervenants-es, réentend le même discours, les mêmes doléances. La loi 120, en 90-91, de Marc-Yvan Côté, instaure une régionalisation. On parle déjà d'utiliser les CLSC comme première ligne.

Revenus au pouvoir en 1994, les Péquistes ont tôt fait de réinstaller leur député vedette aux rênes de la réforme. Rochon poursuit le travail de reconfiguration du réseau.

PLUS DE SOINS, MOINS DE SOUS

Les dépenses du Québec ont très peu augmenté depuis 10 ans. Elles ont plutôt été contenues dans les mêmes structures, jugulées année après année, occasionnant les mythiques files d'attente et surpopulation des urgences.

Les transferts fédéraux au Québec diminuent continuellement. En 1977, ils équivalaient à 46% des dépenses de santé et services sociaux du Québec. En 1988: 40% seulement. En 94-95, l'apport fédéral est rendu à 34%! En attendant les transferts de points d'impôts au Québec, la souveraineté est loin. Pour 94-95, le manque à gagner est de 1,3 milliard de dollars.

On a attendu beaucoup avant de bouger. Si les Péquistes étaient restés au pouvoir en 1985, auraient-ils fait plus rapidement la restructuration nécessaire? Y avait-il la volonté politique? Rochon est-il le premier à avoir eu le goût d'y laisser sa peau? La régionalisation était-elle une façon de laisser aux Régies régionales l'odieux des coupures, des fermetures, et la pression. Ou auraient-ils attendu que la caisse vide OBLIGE MAINTENANT restructuration et coupures à toute vapeur. 

D. S.-LEGAULT ET J. PERREAULT

L'anesthésie, l'analgésie et les technologies en général ont été améliorées. Plusieurs traitements ont été simplifiés et peuvent maintenant être effectués au domicile de la personne malade. Les interventions chirurgicales sont plus rapides, au point où l'hospitalisation peut être de beaucoup réduite. Et les gens préfèrent guérir à domicile, l'idée est acceptée.

La chirurgie d'un jour, au sens strict, implique qu'il n'y a pas d'hospitalisation. Il s'agit d'une petite intervention aiguë (circoncision, ligature de trompes, traitement d'otite, hernies, etc.). Les examens ont été faits auparavant. Beaucoup d'hospitalisations ne servaient jusqu'à maintenant qu'à des services diagnostiques, qu'il serait donc possible d'effectuer à l'extérieur. En 93-94 au Québec, 17 000 hospitalisations auraient pu être évitées.

LA FAMILLE-PROVIDENCE

Mme Lecompte, présidente de l'AQDR, raconte qu'à une madame vivant seule qui venait de subir une opération à l'hôpital, le médecin vérifiait pour signer la sortie: «vous m'avez dit que vous aviez une fille comptable à Toronto? Qu'elle s'en vienne!»

Le premier article de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1993) veut «rendre les personnes, les familles et les communautés plus responsables». Dans la mesure où on retourne dès que possible les patients-es hospitalisés-es à la maison, on demande aux «aidants naturels» (conjoint-e, parenté, amis-es, etc.) de prendre la relève. On n'a jamais demandé l'accord des familles pour ce faire. Et l'enjeu est sérieux.

Nicole Chapdelaine, de l'ACEF du Sud-Ouest de Montréal, écrivait que «les recherches démontrent que c'est la famille plus que les ressources communautaires qui assume le support aux personnes en perte d'autonomie». «Et pour être plus précis, la famille, dans la plupart des cas, c'est une femme (ce qui a fait dire que la maman-providence remplacera l'État-providence)».

Traditionnellement, les femmes, d'autant plus les cheffes de ménage monoparentales, servent d'infirmières obligées au besoin. Nancy Guberman,

Chirurgie d'un jour et séjour écourté VA-T'EN CHEZ

PHOTO: MARY ELLEN MARK



bain, on ne vérifie pas si cette personne est en train de se ruiner le dos pour le faire.»

On demande aux «aidants naturels» de changer des pansements, de suivre la guérison de différentes façons. Des bénéficiaires d'assurance-chômage seront-ils pénalisés pour non-disponibilité? Seront-ils protégés s'ils doivent effectuer des actes infirmiers et qu'ils font des erreurs? Une dame âgée de l'AQDR section Brandon, récemment, s'en inquiétait: «Les médecins sont protégés par des grosses assurances, eux.»

N'OUBLIEZ PAS VOS MÉDICAMENTS...

Autrefois, la loi obligeait l'hôpital à fournir aux patients-es hospitalisés-es tous les médicaments nécessaires. Maintenant, la diminution des séjours d'hospitalisation s'accompagne souvent de la difficulté de faire suivre les médicaments. Plusieurs cas ont été publicisés de patients-es qui, retournés à leur résidence, n'ont pu trouver dans leur région le médicament prévu pour leur traitement. Une directive du ministère demande aux hôpitaux de donner les médicaments aux patients-es pour l'équivalent des jours écourtés. Selon les hôpitaux, l'interprétation de la directive diffère. Certains ne se croient plus contraints et ont décidé d'économiser là. C'est un effet vicieux des réformes.

professeure en travail social, a été interviewée par Martine D'Amours pour la *Gazette des Femmes*. Elle croit que les femmes feront plus que leur part, y prendront congés de maladie et congés sans solde. Elle doute de l'évaluation de l'aide: «Actuellement, en maintien à domicile, si le patient dit qu'il a quelqu'un à la maison pour lui donner son



PHOTO: YVES PROVINCHE

Mme Lecompte, de l'Association québécoise pour les droits des retraités-es.

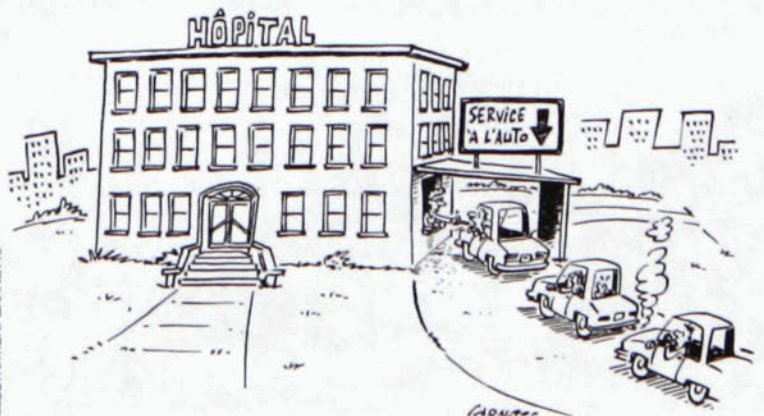


ILLUSTRATION: GARNITTE


VOUS!

Les CLSC s'attendent à ce que les patients-es qui sortent prématurément de l'hôpital le fassent avec la médication nécessaire. Souvent en vain. Certains patients-es se sont fait dire par leur hôpital de se faire rembourser des médicaments par leur assurance privée. «Les gens les moins revendicateurs vont sortir sans rien demander; ce n'est pas équitable; les balises doivent être claires; on devrait avoir des normes précises», dit Janine Matte, présidente de l'Ordre des pharmaciens du Québec. Bref, c'est la jungle. Ceux et celles qui chiâleront le plus auront leurs médicaments...

Selon Marc Parent, porte-parole des pharmaciens d'hôpitaux, les «technocrates» ont «sous-estimé le problème de la facture des médicaments». S'agit-il d'incompétence, ou de l'oubli d'une personne riche qui ne se pose pas de questions sur ses moyens à se payer ses médicaments?

LES RANGS DÉSERRÉS

En milieu rural, les besoins de transport risquent de grimper, à cause de l'augmentation des examens désormais faits en cliniques externes. Pour ces transports, on sollicitera, le plus possible, la famille et les amis-es.

L'AQDR section Brandon faisait déjà du transport-dépannage, bénévolement. Elle craint ne plus suffire. Et voudrait «que les critères d'admissibilité définis pour le transport adapté des handicapés soient élargis à l'ensemble des retraités(es) et pré-retraités(es) qui ne disposent pas de la ressource d'un moyen de transport personnel adéquat pour répondre à leurs besoins en cas de maladie.»¹ Conséquemment, qu'on élargisse la notion de mobilité réduite. L'organisme se demande si le personnel de santé n'hésitera pas à se rendre dans les rangs éloignés et si les personnes âgées n'auront pas tendance à se réinstaller près des grands centres. 

1. *Le virage ambulatoire vu par les aînés*, mémoire sur la transformation du réseau de la santé présenté aux audiences publiques de la Régie régionale, en janvier 1996.



PHOTO: JULIE PERREAULT

Virage ambulatoire et personnes âgées SI VIEILLESSE CHOISSAIT

LUCIE DUFOUR

«**I**l faudrait trouver un juste milieu entre un temps d'hospitalisation beaucoup trop long – comme lorsque c'était l'abondance et qu'il y avait du gaspillage – et un temps trop court, où il faut que tout aille vite», dit Mme Madeleine Deschênes. Elle a déjà passé 21 jours à l'hôpital. Chaque jour, les médecins reportaient l'intervention au lendemain: «on pensait qu'on était terriblement malade». Aujourd'hui, il lui semble qu'on assiste au phénomène contraire, que tout va trop vite.

«La seule chose qui me fait peur c'est qu'une personne soit renvoyée chez elle trop tôt après une opération», dit Mme Gisèle Collerette. «Si des complications surviennent et qu'elles doivent retourner à l'hôpital, cela va coûter aussi cher et, en plus, les gens ne se sentiront pas en sécurité», ajoute-t-elle. Le fait que beaucoup de personnes âgées habitent seules n'est probablement pas étranger à cette crainte. Selon le recensement de 1991, au Québec, 27,9% des personnes de plus de 65 ans vivent seules. À Montréal, ce pourcentage grimpe à 32,8%. Dans le Plateau Mont-Royal, il atteint 45,7%.

Ce qui inquiète le plus Mme Sylvain, infirmière à la retraite, ce sont les

choix qu'auront à faire les décideurs-es. «Fera-t-on le choix de ne pas donner un médicament dispendieux à une personne parce qu'elle est âgée?»

LE MAINTIEN À DOMICILE

L'objectif du ministère de la Santé et des Services sociaux, en ce qui a trait aux personnes âgées, est de les maintenir à domicile «le plus possible et le plus longtemps possible». Les services à domicile aux personnes âgées, tant qu'on ne dépasse pas 44 heures par semaine, coûtent moins cher que l'hébergement. Environ 9% de la population âgée vit en centre d'accueil au Québec, un taux que le gouvernement veut baisser. En 1991, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient 11,2% de la population québécoise; en 2036, elles formeront près du quart (23,2%) de la population¹.

Les personnes âgées préfèrent habituellement demeurer chez elles le plus longtemps possible. À condition que les CLSC continuent de leur fournir des services à domicile, de qualité. Actuellement, les services offerts vont des soins infirmiers aux services d'aide à la vie quotidienne. On accompagne donc les personnes âgées à des rendez-vous. On leur donne un coup de



main pour la lessive ou les courses. On les soutient lors d'un deuil. «Ces services tentent de répondre à ce que la personne ou son entourage n'est plus capable de faire. On le fait dans la perspective de maintenir l'autonomie de

Les services à domicile aux personnes âgées, tant qu'on ne dépasse pas 44 heures par semaine, coûtent moins cher que l'hébergement.


la personne», explique Odette Carrier, du CLSC Plateau Mont-Royal.

Les CLSC n'offrent cependant pas tous les mêmes services. Ainsi, s'il offre des services médicaux à domicile aux personnes âgées, le CLSC du Plateau n'offre plus le service d'entretien ménager. «Nous sommes incapables de combler l'ensemble des besoins. On risque de se retrouver dans la situation où on aura à choisir entre la personne à qui l'on doit changer un pansement et les autres...», affirme Mme Carrier.

MAINTENIR LA QUALITÉ?

Les services de maintien à domicile sont gratuits... «actuellement», ajoute Mme Carrier. Dans son CLSC, on demande à la personne si elle a des assurances avant

de lui donner des services, une question que l'on ne posait pas autrefois. Pourtant, le revenu annuel médian d'une personne seule de plus de 65 ans, selon Statistique Canada, était en 1994 de 14 596\$, alors qu'il était, tous âges réunis, de 17 196\$. Les services des CLSC doivent donc demeurer accessibles...

Dans l'articulation du virage ambulatoire, le gouvernement compte sur les «aidants-es naturels-les». Dans le cas des personnes âgées, on doit tenir compte de l'âge, de l'état de santé physique et psychique du-de la conjoint-e qui joue le rôle d'aidant naturel et lui assurer un «répit gardiennage», dit Mme Lilianne Lecompte, présidente provinciale de l'AQDR. Le répit gardiennage, qui envoie un-e intervenant-e de CLSC prendre momentanément la relève, jusqu'à une fin de semaine entière, permet de redonner du temps personnel à l'aidant-e naturel-le. «Nous ne sommes pas juste des personnes avec des maladies. C'est important de nous permettre des sorties», dit Mme Deschênes. Plusieurs se demandent si les activités destinées à briser l'isolement ne feront pas les frais de la réforme. 

1. Bertrand DESJARDINS, *Vieillessement de la population et personnes âgées, la conjoncture démographique*, Statistique Canada, 1993, p. 12.

LA VIE À BOUT DE SOUFFLE

[L.D.] Depuis deux infarctus qui l'ont laissé à bout de souffle, M. Paul Parenteau fait appel au CLSC. Un médecin le visite régulièrement chez lui. Une infirmière et un auxiliaire familial viennent le voir «quotidiennement et sur demande». Après son hospitalisation, il songeait à aller vivre en centre d'accueil. Les intervenants-es du CLSC le lui ont déconseillé parce qu'il est encore suffisamment autonome pour demeurer chez lui. «Ils avaient raison. Et je suis très satisfait des services qu'ils me donnent. Ils prennent le temps de me parler, de me poser des questions sur ma vie».


«Une personne toute seule dans sa maison se met à penser, à jongler, à se faire des idées noires. On fait des montagnes avec des poussières», dit M. Parenteau. Depuis quelques mois, il fait de l'exercice physique à la Résidence Armand-Lavergne. Il rencontre des gens au dîner communautaire hebdomadaire des Accordailles, un organisme de son quartier. Son état de santé s'est amélioré depuis qu'il fait ces sorties. Depuis, il n'a pas eu besoin d'utiliser son système d'alerte Argus, relié à une voisine et à une centrale de Montréal-Est qui appelle une ambulance en cas de malaise... 



PHOTO: YVES PROVENCHE

UNE AUTRE TENTATION DE PRIVATISER

D. S.-LEGAULT
ET J. PERREAULT

Nous avons déjà assisté à une certaine désassurance du secteur public (soins dentaires, soins optométriques, médicaments pour personnes âgées). Dans les cliniques privées, lorsqu'on veut payer, les tests et résultats sont disponibles beaucoup plus rapidement; quand on suit le réseau public, gratuit, l'attente est longue. Des hôpitaux contactent des laboratoires privés pour faire des analyses. Ce régime à deux vitesses a occasionné des conflits d'intérêts dont les médias n'ont rendue publique qu'une pointe d'iceberg.

La compagnie Croix bleue offrait déjà des assurances complémentaires pour les personnes âgées (hospitalisation en chambre semi-privée, lunettes, physiothérapie, etc.). En novembre dernier, ils ont publicisé une nouvelle option «aide à domicile» qui assurera les soins après séjours écourtés à l'hôpital. Dominique Payette, directrice des ventes directes à la Croix bleue estime: «on n'offre pas actuellement d'assurance pour soins de longue durée... On est en réflexion. Avec l'évolution du système, tout porte à croire qu'éventuel-



PHOTO YVES PROVENCIER

lement il y aura un bon *timing* pour ça.» Mme Payette rapporte que durant la campagne automnale, 50% des nouveaux clients-es ont adhéré à l'option «aide à domicile».

DERRIÈRE LES RÉSIDENCES

Nicole Chapdelaine constate que «le secteur privé se développe au détriment du secteur public», et qu'il s'ouvre surtout des centres d'accueil privés. En 1986, 57% des places de centres d'accueil se trouvaient dans le secteur public, 44% dans le privé. En 3 ans seulement, en 1989, on comptait 45% des places dans le secteur public, 55% dans le privé.

Pourtant, en 70, le rapport Castonguay portait un jugement sévère et sans appel sur «la difficulté de concilier la recherche du profit et celle de la qualité des services dans le domaine des services socio-sanitaires». Il en découla un moratoire sur le secteur privé (à but lucratif). Pour contourner ce moratoire, les résidences offrirent dorénavant des services. Or, pour ces centres conventionnés (subventionnés par le public), les études du Ministère montrent qu'il en coûte plus cher, à long terme, de subventionner le privé pour les coûts d'immobilisation que d'acheter publiquement les bâtiments nécessaires¹.

AVEC VUE SUR LE PRIVÉ

Des centres d'hébergement privés (courte convalescence post-opératoire) sont déjà prêts à profiter de la conjoncture. À Pointe-du-Lac, près de Trois-Rivières, la Maison Gouin, ouverte depuis l'été 95, demande 120\$ par jour. À Laval, l'Hôtel des Gouverneurs a réservé les 31 lits d'un étage et demande entre 160\$ à 200\$ par jour, comprenant la chambre, 3 repas, et les services infirmiers.

Un système public est mieux en mesure de contraindre les coûts de santé et surtout de les offrir plus équitablement. De tous les pays de l'OCDE, les États-Unis sont le seul à ne pas avoir de système public. C'est toutefois, de loin, celui qui doit consacrer le plus d'argent à la santé. Et la croissance de ses coûts est plus rapide qu'ailleurs: de 81 à 91, la part du PIB états-unien consacrée à la santé a augmenté de 47%. Au Canada, l'augmentation a été de 26%. En moyenne, elle n'a été ailleurs pour les pays de l'OCDE que de 10%.

1. Yves VAILLANCOURT, *La privatisation des services d'hébergement aux personnes âgées*, Nouvelles pratiques sociales, vol. 2, no.1, 1989.

Le programme «Naître égaux» LE PRÉVENTIF: RENTABLE

JULIE PERREAULT

Les projets de prévention sont jugés coûteux et souvent difficiles à évaluer. À moyen terme, ils deviennent rentables, socialement et économiquement. C'est ce qu'affirme Ginette Boyer, coordonnatrice du programme **Naître égaux, grandir en santé**, destiné à la petite enfance. «Dans ce type de projet, pour chaque dollar investi, six dollars seront économisés dans le futur en services sociaux et en soins de santé, en services juridiques et pénaux.»

Naître égaux, grandir en santé vise à améliorer santé et qualité de vie des nourrissons et de leurs mères. Surtout celles précaires économiquement et peu diplômées. Le programme se développera à Montréal et en Abitibi, avec les CLSC et les groupes communautaires. Il coûtera 800 000\$ par année et rejoindra 700 familles. Dispendieux? Il faudra voir...



Ô LA PITAL'

JULIE PERREAULT
ET DANIEL S.-LEGAULT

Parce que l'État paie, on a l'impression que les hôpitaux sont des points de service gouvernementaux, qui répondent au gouvernement au doigt et à l'oeil. C'est oublier que depuis l'assurance-hospitalisation, l'État loue, ni plus ni moins, les services de ces hôpitaux. Ils ont développé et gardé le sens de l'indépendance et de la corporation. Faudrait-il nationaliser les hôpitaux?

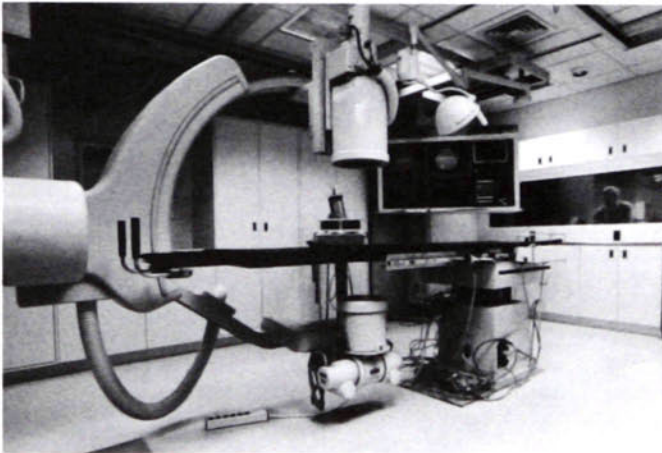


PHOTO YVES PROVENCER

Dans le réseau de la santé, les hôpitaux sont reconnus pour leur compétitivité corporatiste. Il y a entre eux une absence totale de communications. Même avant le virage, il y avait des cas de «shifting», de transferts de patients à traitement coûteux vers un autre hôpital, pour se décharger du coût du suivi des médicaments. La communication n'existe pas plus entre les hôpitaux sur l'accessibilité des médicaments. Cela s'aggrave dans le contexte de l'hospitalisation écourtée, et explique

que c'est entre établissements de régions différentes que les problèmes surgissent le plus souvent. ↴



PHOTO BENOIT ADJUN

Rationaliser la technologie à Montréal TOUS POUR UN TOMODENSITOMÈTRE OU UN TOMODENSITOMÈTRE POUR TOUS?

RAYMOND LANGEVIN

Est-ce possible de gérer plus efficacement le système de santé tout en réalisant de véritables économies? Voici un exemple, typiquement montréalais, qui permet de le croire.

Il se pratique environ 300 chirurgies cardiaques pédiatriques dans les deux principaux centres hospitaliers pour enfants de Montréal. Selon le docteur Joaquim Miro, cardiologue à l'hôpital Sainte-Justine, toutes ces chirurgies pourraient être pratiquées dans un seul établissement. Une économie d'environ 500 000\$ par année pourrait être réalisée. «Nos équipements, acquis à coups de millions de dollars, ne seraient plus sous-utilisés. Idem pour le personnel médical. Celui-ci serait rétribué pour des activités purement médicales et non pas, comme c'est le cas actuellement, pour des activités cléricales. Enfin, l'équipement d'un seul établissement serait à remplacer dans dix ans, soit une autre économie de deux à trois millions de dollars.» ↴



PHOTO YVES PROVENCER

CONVERGENCES IMPRÉVUES

J.P. ET D.L.

Les changements qui agitent le réseau de la santé ont favorisé des alliances prévisibles mais aussi des convergences d'intérêts insoupçonnées. Ainsi, Paul Landry, porte-parole de l'Association des hôpitaux du Québec, dénonce que le virage ambulatoire «déplace les coûts de santé vers la famille». «Ça implique que les soins incombent surtout aux femmes. C'est souvent la conjointe qui doit jouer le rôle de l'infirmière», ajoute-t-il. ↴



Les impacts de
la réforme de la santé:

LE POINT DE VUE DU CORPS MÉDICAL

R. LANGEVIN

Les médecins, spécialistes et omnipraticiens, reconnaissent la nécessité de réformer le système de santé du Québec. Mais leurs objections sont multiples. «La réforme actuelle ne vise pas l'amélioration de la santé de la population, elle vise à résoudre la crise budgétaire de l'État», prétend le docteur Marc-André Asselin, président de l'Association des médecins omnipraticiens de Montréal.

La transition, médicalement, suppose la mise en place d'une série d'équipements diagnostiques. La plupart des CLSC et des cabinets privés ne les possèdent pas en ce moment. «Le-la patient-e qui nous consultera pour des douleurs abdominales devra être acheminé-e vers un centre hospitalier. Même chose pour les tests sanguins: nous pouvons faire les prises de sang, mais nous ne sommes pas équipés pour obtenir rapidement les résultats», précise le docteur Asselin. Selon lui, cette absence d'instruments diagnostiques, combinée à la fermeture de neuf salles d'urgence à Montréal, engorgera davantage les urgences de 21 centres hospitaliers qui survivront à la réforme.

La volonté étatique de diminuer l'hospitalisation suscite aussi de vives craintes. Les médecins se demandent encore une fois si l'État investira l'argent pour permettre aux CLSC d'exercer ce nouveau mandat. «Il est permis d'en douter», souligne le docteur Michel Lafrenière, président de l'Association des médecins omnipraticiens de Québec.

Les médecins reprochent au gouvernement de procéder à la réforme trop rapidement. La population, qui se verrait refuser un service parce que l'établissement de première ligne ne pourrait pas lui offrir, pourrait persister à vouloir obtenir des soins de santé dans les établissements de deuxième et troisième lignes.

MÉDECINS ET MÉDICAMENTS

D.S.-L. ET J.P.

Quand on affirme que toutes les parties en présence auront fait leur part, on oublie deux des principales causes de l'augmentation des soins de santé au Québec, les médecins et les médicaments de compagnies pharmaceutiques.

Chez les médecins, après une confrontation historique avec le ministre Côté, l'Ordre a décrété une discrimination entre jeunes et aînés-es pour ne faire porter que sur les premiers les réductions de traitements. Quant à l'industrie pharmaceutique, rien ne fait plafonner l'augmentation exponentielle des coûts. Dans certains pays, par exemple, les dépenses pharmaceutiques en publicité et en marketing sont limitées à un pourcentage de dépenses.



PHOTO: YVES PROVENCHE

LES COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES


J. FOURNIER

Ces dernières ont réalisé, en 1992, en pleine période de récession, des profits en hausse de 11% à 20%, une performance de loin supérieure aux entreprises des autres secteurs. Ces compagnies allèguent que des profits élevés sont essentiels à leurs investissements en recherche et en développement. Or elles investissent seulement 10% de leur chiffre d'affaires en recherche-développement et 20% en marketing et en publicité.

Selon des sondages récents du MSSS, de la Fédération des CLSC, seulement 30% de la population québécoise utilise les CLSC. D'après un sondage de juin 95 de SOM-LaPresse, pour les soins curatifs, 53% utilisent une

clinique médicale, 29% une urgence d'hôpital, et 12% un CLSC. Les personnes anglophones et moins scolarisées favorisent l'urgence d'hôpital, les jeunes favorisent le CLSC, les femmes enceintes la clinique médicale.

Selon un autre récent sondage du Ministère, il y a aussi une corrélation à faire entre ces taux d'utilisation et le degré de confiance des gens envers les établissements. Le taux de confiance dans les CLSC est beaucoup plus faible que pour

les autres. S'ajouterait donc à un manque de notoriété un problème d'image. A-t-on tellement parlé de la mission préventive du CLSC que des gens croient impossible d'y aller avec un problème à régler? 

ANDRÉ LACHANCE

DEPUIS L'ANNONCE DU VIRAGE AMBULATOIRE, LE CLSC CÔTE-DES-NEIGES, À MONTRÉAL, A VU SA FRÉQUENTATION CROÎTRE DE 25% EN UN AN: «TOUT LE MONDE COURT, CONFIE UNE INFIRMIÈRE QUI TIENT À GARDER L'ANONYMAT. COMME L'ANNONCE DU VIRAGE A ÉTÉ FAITE TRÈS TÔT ET QU'ELLE A ÉTÉ FORTEMENT MÉDIATISÉE, LES GENS SE PRÉCIPITENT. MAIS IL N'Y A PAS PLUS DE RESSOURCES ET LE PERSONNEL A LA LANGUE À TERRE.»

Au CLSC Métro, dans l'ouest du centre-ville de Montréal, on met là aussi les bouchées doubles. C'est que la fermeture annoncée des hôpitaux Queen Elisabeth et Reddy Memorial risque d'entraîner une augmentation substantielle de sa clientèle. Une clientèle par ailleurs très diversifiée. Comment les quelque 200 professionnels-les de la santé, qui desservent ce véritable microcosme du Québec urbain et bilingue, appréhendent-ils le virage ambulatoire? Seront-ils en mesure d'assurer les services actuels? **Gary Furlong**, directeur du CLSC-Métro, a répondu à nos questions.

VO: Vous constatez, vous aussi, une augmentation de la clientèle?

G.F.: Il y a une augmentation, c'est clair, notamment dans les services post-hospitalisation. Les gens ne le savent pas, mais il y a des HLM à Westmount. Beaucoup de gens vivent seuls, souvent des personnes âgées, et il faut leur assurer le maintien des services. Ainsi, dans les immeubles qui enserrant le boulevard De Maisonneuve, il y a souvent plus de gens qui habitent dans une seule tour que dans des rues entières de Westmount.

Entrevue avec le directeur du CLSC-Métro

PRÊT, PAS PRÊT...

VO: Certains disent que les CLSC n'auront pas le choix et qu'ils devront couper dans les services à domicile...

G.F.: Actuellement, aucune coupure n'est prévue en promotion-prévention. C'est un élément essentiel de notre mission. Mais je comprends l'inquiétude des gens, d'autant plus que nous n'avons reçu jusqu'à présent que 15% des budgets prévus. L'enjeu, c'est de maintenir nos services, mais de le faire dorénavant en partenariat avec les organismes du milieu, qui ont un rôle majeur à jouer. Je pense entre autres au Centre universitaire de Mc Gill, au collègue Dawson. On ne peut plus faire chacun notre travail dans notre petit coin.

VO: Quel effet aura la fermeture de deux hôpitaux sur votre territoire?

G.F.: On est inquiet pour certaines clientèles, notamment en santé mentale. On ne connaît pas encore l'impact qu'aura la fermeture des départements de psychiatrie du Reddy Memorial et du Queen Elisabeth. Le Centre hospitalier universitaire McGill est supposé absorber une partie de ces clientèles mais eux aussi ont des restrictions budgétaires. En lien avec les organismes communautaires du milieu, on développe une structure d'appui. On essaie de prévoir les coups, face à cette désinstitutionnalisation de fait.

Personne ne peut prédire avec exactitude l'impact de la réforme. Un des aspects positifs, c'est qu'on est forcé de se parler et il y a de moins en moins de




PHOTO: YVES PROVENCHER

guerres de clochers entre les établissements.

Il est faux de dire que dès qu'on ferme un lit d'hôpital, on a besoin d'un lit ailleurs. Quand on parle de chirurgie d'un jour, on parle de techniques beaucoup moins dures pour l'organisme. Tu sors le soir même beaucoup moins «magané». L'expérience du Centre hospitalier d'Arthabaska, à Victoriaville, a démontré qu'à peine 5% à 6% des patients ayant subi une chirurgie d'un jour nécessitaient des soins hospitaliers ultérieurs.

VO: Il semblerait que certains-les employés-les des hôpitaux dont la fermeture a été annoncée vous réfèrent déjà beaucoup plus de patients qu'auparavant?

G.F.: Certains sont frustrés et «dumpent» les gens aux CLSC, c'est vrai. Mais leurs inquiétudes sont légitimes. Notre défi, c'est d'accueillir et d'intégrer à notre équipe certains des employés d'hôpitaux qui vont perdre leur emploi. Il va falloir être vigilants et poursuivre des objectifs clairs et mesurables. 

Les CLSC hors-Montréal: SOUS UN CIEL VARIABLE

J. PERREAULT
ET D. S-LEGAULT

À Montréal, l'achalandage est en hausse dans les CLSC; dans Lanaudière, l'impact du virage s'exprime autrement. Alain Corriveau, directeur du CLSC d'Autray, explique: «nous n'avons pas de nouvelles clientèles. La différence c'est qu'on doit donner des soins de façon plus intense et

plus tôt, dès la sortie de l'hôpital.» Au CLSC du Richelieu, on craint de voir affluer les gens. Réal Gendron, organisateur communautaire, est méfiant. «Il y a des tensions avec les hôpitaux. Ceux-ci pourraient avoir tendance à déverser rapidement leurs patients vers les CLSC, pour jeter du discrédit sur les CLSC, car actuellement, on n'est pas prêt.»

L'accroissement des services à domicile pourrait bien remettre en question l'équilibre fragile entre le préventif et le curatif. Pour Réal Gendron, «c'est la mission même des CLSC qu'on risque de modifier. On est en train d'en faire des petits hôpitaux.» La prévention, renchérit-il, «ça devient presque du luxe!». Le préventif n'accapare jusqu'à maintenant qu'environ 3% du budget de la santé.

Au CLSC du Richelieu, les 13 jours-personnes par semaine qui étaient utilisés par les infirmières scolaires ont fondu à 6 jours par semaine, parce que le CLSC a besoin d'infirmières pour effectuer les nouveaux soins à domicile. On a aboli le poste de l'infirmière qui s'occupait de la santé maternelle et infantile. Pour le CLSC d'Autray, «le défi c'est de maintenir la prévention», souligne Alain Corriveau. «On a la volonté, est-ce qu'on aura les moyens?»

CAPABLES OU NON?

À l'AQDR, on craint que les CLSC n'aient pas les ressources pour répondre aux demandes, notamment pour les services à domicile. L'infirmière-chef, responsable du maintien à domicile au CLSC d'Autray, Nicole Godin, reconnaît-elle les craintes exprimées? «Je pense que le CLSC sera capable de donner les soins. Il n'y a pas de liste d'attente chez

nous; il y en a ailleurs. Souvent les gens se plaignent sans savoir que le service existe. Nous, habituellement, on peut effectuer une visite par jour. Si d'autres sont nécessaires, on trouve des aidants naturels pour les faire. On les forme, jusqu'à ce qu'ils soient prêts.»

Marie-Louise Gravel, coordonnatrice de l'AQDR section Brandon, réplique que ce que voient les infirmières sur le terrain est différent. «Beaucoup de gens sont renvoyés à domicile sans qu'on ait bien évalué la capacité de faire suivre les soins. Dans la région, une femme qui s'est fait opérer les deux pieds a été renvoyée à domicile où elle vivait seule. Quand l'ergothérapeute du CLSC a été la visiter, elle a trouvé que ça n'avait pas de bon sens, elle a demandé une réhospitalisation et l'a envoyée en ambulance.»

Le protocole prévu veut que l'hôpital, avant la sortie d'un-e patient-e, avise le CLSC de la région concernée des soins requis. Mais l'évaluation est souvent faite rapidement.

CONSULTER POUR MIEUX COUPER

Dans la région de Rouyn, on consulte les intervenants-es du réseau de la santé et des organismes communautaires pour prioriser les programmes. Pour Jacques Mercier, travailleur social au CLSC de Rouyn, «ça devient une guerre, surtout entre les établissements, pour savoir qui va avoir les ressources. Le CLSC se défend comme un diable dans l'eau bénite pour garder ses programmes.»

Dans les CLSC, le climat semble morose, alors qu'on les croyait les grands gagnants de ce virage. Amertume, fatalisme, démotivation sont des termes qui reviennent pour décrire l'attitude du staff. Le directeur du CLSC d'Autray reconnaît que «c'est insécurisant pour les intervenants-es mais il s'agit aussi d'un défi intéressant à relever. Il y a toujours de la résistance au changement.»

On peut comprendre l'inquiétude des travailleuses et des travailleurs de CLSC. «L'information arrive au compte-gouttes», explique Jacques Mercier. C'est comme si on était en train d'abattre l'ancienne maison avant d'avoir construit la nouvelle. On risque de geler dehors un petit bout!»



La loi 116:

CLSC OU ANNEXE D'HÔPITAL?

JACQUES FOURNIER

Le projet de loi 116 autoriserait le ministre, après consultation des Régies régionales, à fusionner administrativement, sans leur consentement, des CLSC avec des petits hôpitaux et des centres de soins prolongés. Déposé en décembre 1995, le projet de loi a été accueilli favorablement par les hôpitaux et par les Régies régionales. Il a par contre été dénoncé par la Fédération des CLSC, la Fédération des Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), la Coalition Solidarité Rurale, la Coalition Solidarité Santé et les syndicats.



PHOTO BERNARD JEAY

Plusieurs hôpitaux résistent au virage ambulatoire parce que cela réduirait leur pouvoir. Ils rêvent de transformer le CLSC voisin en département de services externes. Cela mettrait en danger les services psychosociaux et l'action communautaire. D'ailleurs, dans les Centres de santé, mis sur pied dans des régions éloignées, sans hôpital, comme à Blanc-Sablon et au Témiscamingue, les services hospitaliers prennent beaucoup plus de place que les services sociaux. ↴

Les fusions:

À LA RECHERCHE DE LA PANACÉE

J.P. ET D.S.-L.

La majorité des régies régionales (10 sur 16) prévoient des fusions d'établissement, autant pour faire des économies d'échelle que pour assurer une coordination et une meilleure continuité dans les soins. Les autres régies pensent à des fusions partielles, de services ou d'administration.

Toutes les fusions ne sont pas néfastes. En Mauricie, deux centres d'accueil de Mékinac se sont joints à deux autres du secteur Des Chenaux. Plutôt que d'aller vers l'agglomération de la région, l'administration est restée en milieu rural, représentative des gens du milieu. Mais l'équilibre est précaire. La fusion n'est pas toujours une panacée. ↴

4 TRENTE SOUS POUR 1 PIASTRE

J. FOURNIER

Certains-es administrateurs-rices du réseau de la santé et des services sociaux croient avoir découvert le remède miracle pour diminuer les coûts: fusionner les établissements. Or de nombreuses études démontrent qu'il n'en est rien. Dans le meilleur des cas, fusionner deux établissements, c'est souvent «changer quatre trente sous pour une piastre».

Ainsi, pendant sept ans, les cinq établissements de santé (hôpital, CLSC et centre d'accueil) de la Matapédia, en Gaspésie, avaient un seul directeur général, mais cinq conseils d'administration. Plus de réunions, plus de besoins en communications, plus de messagerie, il y a un coût à la complexité... Ils ont décidé de se séparer parce que c'était trop lourd administrativement et parce que le CLSC était le parent pauvre de cette gestion en commun. ↴

Les positions syndicale
et communautaire

SUR L'ÉCHIQUIER

JACQUES FOURNIER

Les syndicats sont favorables au principe du virage ambulatoire. Ils partagent avec les groupes communautaires une lecture critique du système de santé centré sur l'hôpital et la médecine lourde. Réunies au sein de la Coalition Solidarité Santé, 24 organisations syndicales (FTQ, CSN, CEQ, FIIQ, etc.) et communautaires (Coalition des aînés, Fédération des femmes, fédérations de consommateurs-rices, regroupements d'organismes communautaires, etc.) ont développé une vision commune.

On craint que ce soient les femmes qui soient les premières «aidantes naturelles» et qui portent le poids du virage ambulatoire. On s'inquiète de ce que les faiblesses du secteur public augmentent la privatisation des services.

Ce qui hérisse particulièrement les syndicats, c'est que les médecins (avec un généreux programme d'allocations de retraite) et les compagnies pharmaceutiques échappent au couperet... ↴



PHOTO YVES PROVENCER



PHOTO YVES PROVENCER

Les groupes communautaires: ON SE CHARGE DE LEUR AUTONOMIE

LUC FERLAND

On parlera désormais d'eux dans le même langage que pour parler des établissements. Comme si les groupes communautaires étaient une constituante du réseau de la santé et des services sociaux. Pourtant, sans moyens réels, ils en restent un parent pauvre.

Dans la région de Lanaudière, sur les 2 199 850\$ récupérés dans la phase 1 du virage ambulatoire¹, 834 519\$ iront aux CLSC de la région pour des services à domicile, 1 226 731\$ pour divers établissements d'hébergement et 138 000\$ pour les 20 organismes communautaires identifiés en maintien à domicile. Les argents sont répartis entre les organismes au pourcentage des budgets déjà alloués. Six organismes, un par MRC, recevront de 10 000\$ à 20 000\$ de plus pour l'année qui vient. «On appréhende la teneur des services à rendre!», nous dit l'un de leurs représentants-es.

Ceux qui sont en difficulté financière le demeurent, indépendamment de la valeur des services qu'ils rendent. «On

nous parle de changements, de nouvelles approches, le malaise de notre insécurité financière demeure entier», nous dit Denise Ouellet, du Centre de bénévolat Brandon. Le centre fait partie des cinq organismes qui recevront de 400\$ à 800\$ de plus pour l'année qui vient! Le tiers monde va rester tiers monde. ↵

1. Régie régionale de la santé et des services sociaux Lanaudière, revue *L'Accès cible*, octobre 95 et février 96.



PHOTO: JULIE PERREAULT



PHOTO: JEAN-MELOCHE

LA MORALE DES TROUPES

J.P. ET D.S.-L.

Les événements s'avéraient risqués pour les syndicats. Au niveau national, on comprenait les besoins de changements; au niveau local, les employés-es attendaient de leur syndicat qu'il protège leur emploi, ou qu'il dénonce toutes mises à pied. Ce qui aurait pu apparaître incompatible dans le cadre d'un simple virage ambulatoire, est devenu lutte commune dès le moment où le gouvernement est passé aux coupures, et aux sacrifices d'employés-es. Les coupures ont, ironiquement, réuni les syndiqués-es. ↵

Participation aux instances «PAS DES JELLOS»

J. PERREAULT ET D. S.-LEGAULT

Le rapport de la commission Rochon concluait que si la population n'était pas plus fervente des instances du réseau, c'est qu'on ne leur laissait pas suffisamment de pouvoir. Pour d'autres, les représentants-es populaires manquent de crédibilité. Le projet de loi 116, en favorisant la fusion administrative de CLSC et d'hôpitaux, diminuerait la participation populaire. Mais, de toute façon, trouvera-t-on des participants-es? Il y a des codes et une langue de bois qui en intimident plusieurs. Ce qui n'empêche pas Mme Dufour de l'AQDR de prôner la participation des aînés-es aux conseils d'administration. «Ça prend du monde qui ne se laisse pas impressionner par le jargon des médecins. Ça prend du monde qui se tient debout, pas des jellos».

En diminuant le nombre de conseils d'administrations, on en augmentera les pouvoirs. Cela comporte de grands dangers si on ne suscite pas suffisamment l'attention publique autour d'une instance élue. Le peu d'embouteillages aux assemblées a permis au mouvement Pro-vie de noyauter les c.a. de certains CLSC. Des gens sont élus sans contestation



«Ça prend du monde qui se tient debout...»

véritable. La présence dominante des gestionnaires, professionnels-les, petits notables, ne se fait pas toujours au-dessus des conflits d'intérêts marchands. ↵

Les communications sur les changements:

D.S.-LEGAULT ET J.PERRAULT

Il faut parler à différents-es intervenants-es pour entendre des opinions très contradictoires. Des exceptions sont montées en épingle. Des généralités sont ignorées. Le paquebot est une tour de Babel... et le capitaine ne s'en préoccupe pas. 0 sur 5, à vous...

LES MÉDIAS MONTRÉLAIS

«Les médias présentent une image montréalaise du virage, projettent une situation dramatique bien pire que la situation de Lanaudière», pense le directeur du CLSC d'Autray, Alain Corriveau. «Les images que garde la population sont celles de fermetures d'hôpitaux et de médecins qui désertent les urgences. La population fait son idée à partir des grands titres de journaux», dit Nicole Chapdelaine, de l'ACEF du Sud-Ouest.

Quand quelqu'un demeure dans une grande région où se trouve un seul hôpital, et qu'il entend parler de la fermeture de 7 hôpitaux à Montréal, il n'est pas rassuré. Dans une région comme Lanaudière, les budgets avaient déjà été placés dès mars 96. À Montréal, non. Dans certaines régions, les gens ont pris l'habitude d'utiliser les CLSC comme service de première ligne. À Montréal, moins qu'ailleurs. La situation est plus complexe à Montréal: plus d'intervenants-es, plus d'établissements, etc. Les rapports de pouvoir sont plus gros. Ça explique que les budgets ne sont pas encore réaffectés. ↵

LE PAQUEBOT DE BABEL



D O S S I E R

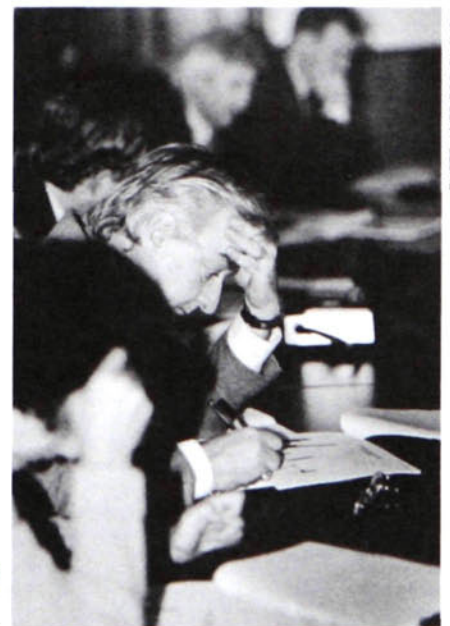
VOX POP

NATHALIE LABONTÉ
ET D.S.-L.

Les réponses à un *vox populi* effectué à Montréal par **VO** font moins ressortir des préoccupations personnelles pour la santé qu'une sympathie réelle pour les victimes de licenciements. Parce que la situation du chômage est la première inquiétude des gens. Un peu aussi parce qu'ils ne retiennent des médias que les annonces de fermetures d'hôpitaux. ↵

QUAND UNE RÉGIE RÉAGIT

«**V**ous savez, pour un établissement, juste répertorier tout son personnel, c'est un exercice d'envergure!», dit Loréanne Collin, relationniste pour la Régie de Montréal, pour expliquer le ralentissement du virage ambulatoire. «C'est la première fois qu'on fait l'exercice. Je ne crois pas qu'il y a eu mauvaise volonté de la part des établissements. C'est une course contre la montre: peut-être que les conseils d'administration n'ont pas pu se rencontrer à temps!» Les plans d'effectifs étaient supposés être déposés à la mi-février. À la mîmars, ils ne l'étaient pas tous. «On est seulement 1 mois en retard», rétorque, positive, Mme Collin. [D. S.-L. et J.P.] ↵

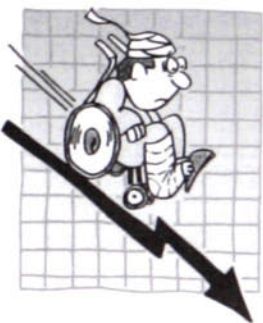


Conférence de presse de la Régie régionale de Montréal.

PHOTO: YVES PROVINCHE

VO n° 260 • MAI-JUIN 1996

VIRAGE AMBULATOIRE



GUIDE DE SURVIE

SUIVEZ LES GUIDES...

À part les journaux, qui donne les informations à la population? Les CLSC se sont payé une publicité nationale et locale, les Régies et le Ministère également. Quant aux médias régionaux, ils relayent l'information qu'ils peuvent (habituellement sous forme de communiqués de presse et de comptes-rendus d'assemblées).

Nicole Chapdelaine pensait, en mars, que les gens n'étaient pas très au courant. «Nous on distribue le *Guide de sur-*

Ce Guide de survie est distribué dans plusieurs CLSC. C'est le seul document disponible expliquant les recours possibles des usagers-ères.

vie, mais le directeur du CLSC de St-Henri-Petite-Bourgogne a peur, parce qu'on dit aux gens d'appeler à leur CLSC, et le directeur dit qu'ils ne sont pas prêts présentement à répondre!»

Depuis la fin de 1995, toutes les régions du Québec offrent l'accès à une ligne téléphonique dite Info-santé, 7 jours par semaine, 24 heures par jour. Dans certaines régions, la population utilise fortement le service. Dans le Bas-Saint-Laurent, où la ligne est en service depuis quelques mois, les prévisions initiales de 60 000 appels par année vont probablement être défoncées. Il est démontré que plusieurs des personnes appelant Info-santé avaient d'abord l'intention de se rendre dans une urgence d'hôpital. Info-santé servirait donc assez efficacement à diriger le trafic...

LA TÉLÉ D'URGENCE

Sexe et action. Fabienne Larouche n'est pas étonnée de la controverse que suscite l'émission *Urgence*. «Avant de commencer, on m'a dit: «Vous allez voir, le milieu hospitalier, c'est une caste, les gens font très attention à leur image.»»

2,6 millions de personnes. C'est l'auditoire habituel, selon les BBM, de la série *Urgence*, de Réjean Tremblay et Fabienne

Larouche sur Radio-Canada. Il n'est donc pas étonnant de penser que c'est la principale source de réflexion pour la population québécoise sur son système de santé.

Selon plusieurs, la vision présentée est fortement romancée, farcie d'ane-

dotes et de caricatures pas très réalistes. «Les docteurs sont en train de s'mett' en arrière, c'est pour ça qu'on attend!», entend-on en urgence d'hôpital depuis. Mi-blague, mi-tentative d'explication. Plusieurs spécialistes de la santé se sont dit choqués de voir de patients travaux d'éducation s'aborder par quelques secondes de phénomènes incor-

rectement illustrés pour les fins d'une dramatique télé.

Réjean Tremblay pense aussi que le milieu de la santé a peur à son image. «Depuis que l'Église a cessé d'être la mafia, le dernier domaine secret, c'est la santé!»

Le médecin a un rôle privilégié pour informer et sécuriser le-la patient-e. Est-il-elle bien au fait des changements? Une employée du CLSC du Plateau, Odette Carrier, nous confiait: «C'est comme dans n'importe quoi, il y a des personnes plus responsables que d'autres... Il arrive que l'on ne nous réfère pas certaines demandes de maintien à domicile. Je crois que certains médecins ne connaissent pas les CLSC!»

Marie Montpetit, directrice du CLSC Plateau, rappelle que sur un projet-pilote visant à concerter 4 CLSC de Montréal et l'hôpital Notre-Dame: «les médecins ne croyaient pas au projet, au début. Ils voulaient faire le suivi des patients eux-mêmes, en garder le monopole. Les médecins avaient beaucoup de méconnaissance de ce qui est fait par les infirmières de CLSC.»

La coordination est souvent difficile, particulièrement entre régions. Lorsqu'il y a un transfert de patient, il y a souvent des ratés. Un homme a été opéré à Québec. Pour son congé, on l'a renvoyé chez lui à La Pocatière, 12 jours plus tard (pendant lesquels il n'y a eu aucun suivi), il a dû retourner à l'hôpital de Québec, pour apprendre ensuite que son dossier n'avait pas été envoyé à La Pocatière.



LA TÉLÉ PATIENTE

L'auteure du plan stratégique de communication de la Fédération des CLSC du Québec, Marielle Séguin, se félicitait d'une campagne «forte et remarquable», une première depuis 20 ans. Elle affirme que lorsqu'elle a travaillé en 94-95 sur la campagne d'informations, «la place des CLSC dans le virage n'était pas aussi évidente. La manière qu'on avait prévu la campagne, de mettre l'accent sur les services, est tombée à point nommé. On a été chanceux!». Heureux hasard...

CAMPAGNE TÉLÉ DU MINISTÈRE

Sur les thèmes «On agit avec soin» et «Working with care», le Ministère s'est servi du média télé pour dire, dramatiquement, l'importance de libérer des lits. Les quatre messages de 30 secondes

des chacun, télédiffusés entre septembre et novembre, ont été conçus par Cossette et La fabrique d'image. Nos demandes d'informations chez Cossette, qui nous ont renvoyé à leur client le Ministère de la Santé, sont restées sans réponses.

Deux sondages ont été effectués par le Ministère en août et novembre 1995. Le deuxième visait probablement à mesurer l'impact de la campagne télé. Habituellement on en récolte des fruits... Au deuxième sondage, les Québécois-es se sont dit mieux informés-es (45% en novembre contre 35% en août). Mais la population est plus nombreuse (51% contre 47% en août) à craindre une dégradation des services! La grande majorité des gens (71%) continuent à penser que la réforme ne vise qu'à couper dans les dépenses! Bien mauvais résultats

pour une campagne d'information!

Les messages ont bien été vus, mais assimilés à de la pure propagande. Les médias (surtout montréalais) ont été lus, entendus et discutés. Leurs annonces de fermetures d'hôpitaux ont eu plus d'impact. Le gouvernement dit espérer qu'avec les nouveaux services de 96-97, «les effets positifs vont se faire sentir».

Un autre sondage (de la firme Décarie pour le compte des Régies régionales) ne contredit pas ces chiffres et la dimension des appréhensions. Près de la moitié des répondants-es estimaient par ailleurs que «les médias exagèrent les difficultés du système de santé québécois!» On ne détaille pas la part des villes et du milieu rural. Mais il y a fort à parier que l'«exagération» soit perceptible surtout en province! ↴

POUR QUE LE MONDE TOURNE PLUS JUSTE



DÉVELOPPEMENT ET PAIX

(514) 257-8711
5633, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1A3

LES PACOTILLES DE LA HAYE

LUDOVIC HIRTZMANN


Créée le 25 mai 1993 à l'initiative de la France, la cour de justice internationale de La Haye voulait être un nouveau Nuremberg. Un tribunal chargé de juger « toute personne présumée responsable de violations graves du droit humanitaire international » dans l'ex-Yougoslavie entre le 1er janvier 1991 et « une date que le conseil déterminera après la restauration de la paix ». Une première depuis le procès des dignitaires nazis en Allemagne en 1945.

Ce ne sont pas les preuves qui manquent. 40 000 documents ont été rassemblés dès la fin de l'année 1993 sur l'existence de 400 camps de concentration, 88 charniers et 3 000 viols ! Accablant ! Cet ensemble n'est pourtant que la partie émergée d'un iceberg. Malgré la multitude de résolutions onusiennes toutes plus humanisantes les unes que

les autres, l'action répressive de la cour est restée lettre morte.

Jusqu'ici, seul Dusko Tadic, un exécutant de basse besogne, a comparu devant le tribunal néerlandais en mai dernier. L'homme avait été reconnu par une de ses victimes et arrêté en Allemagne. Mais c'est bien le seul à avoir été condamné. En janvier, les arrestations de deux officiers serbes soupçonnés de

crimes de guerre ont déclenché les foudres de Belgrade...

« Manque de moyens financiers », disent les uns, « absence de volonté politique », rappellent les autres. Il n'y a pas de vrai procès sans accusés-es. Face à une paix forcément porteuse de compromis, la présence de Rodovan Karadzic et autre Ratko Mladic semble plutôt hypothétique... 



TORTURE BIENTÔT LÉGALISÉE EN ISRAËL

L.H.

Privation de sommeil jusqu'à 11 jours. Coups sur toutes les parties du corps. Exposition à des températures de froid et de chaud extrêmes. La liste est longue, trop longue. Ce n'est ni le scénario d'un mauvais film ni un exposé du « savoir-faire » des nazis. Plutôt la tasse de thé quotidienne du « Shabeh », le service de sécurité israélien chargé d'interroger les prisonniers-ères palestiniens-nes. Situation un peu paradoxale pour un pays qui n'a cessé de crier : « Plus jamais ça ! »

paraître un alinéa digne des juristes des plus grandes dictatures. Le projet stipule en effet que le terme torture « signifie des douleurs ou des souffrances aigües, physiques ou mentales, sauf les douleurs ou les souffrances inhérentes

aux procédures des interrogatoires ou aux peines autorisées par la loi ». Difficile d'être plus clair dans l'échelle de la douleur. Le problème, c'est qu'Israël a ratifié en 1991 la convention contre la torture. Et dans


une période où toute la communauté internationale, et Israël elle-même, peut se louer de la réussite de ses efforts de paix, il est navrant de constater que les bourreaux n'ont toujours pas rangé leurs armes au vestiaire. 



PHOTO NOËL GUIOU

On apprend que le gouvernement israélien s'apprête à légaliser la torture dans un projet de loi censé l'interdire. Il faut lire entre les lignes pour voir ap-

FRANCE:

PHOTO: PATRICK CHALIVE



LA REVANCHE DES SYNDICATS APRÈS DES GRÈVES SANS SYNDICATS

LUDOVIC HIRTZMANN

Dans les dernières décennies, les syndicats français se sont de plus en plus enfermés dans des querelles politiques intestines. Leur mort était annoncée. Les travailleurs-ses, irrités par un comportement où la polémique l'emportait sur l'action, s'en sont détournés pour créer leurs propres mouvements de contestation. Mais avec les grèves de novembre-décembre 1995, les syndicats ont repris l'avant-scène...

1936 est une date charnière dans l'histoire sociale française¹. Les grèves déclenchées par le syndicat conduiront à des acquis sociaux sans précédent. Congés payés, semaine de 40 heures, généralisation des délégués-es ouvriers-ères... Muselés par l'occupant allemand, renforcés par la pauvreté dans laquelle la Seconde Guerre mondiale a jeté le pays, les vainqueurs de 1936 réapparaissent en 1945 plus divisés qu'auparavant. Certains sont d'obédience communiste (CGT), d'autres social-démocrate (FO) ou bien démocrate chrétienne (CFTC). Dès les grandes grèves de 1946-1947, les divergences éclatent au grand jour. Chacun défend ses adhérents. Pris dans d'interminables luttes politiques, les syndicats français feront toujours cavalier seul sans voir le déclin de leurs effectifs².

LES «COORDINATIONS»

En 1986, nombre de patrons enterrent le syndicalisme. Baisse du nombre de cotisants-es et cinq années de cohabitation tranquille avec un pouvoir politique socialiste que personne n'ose trop déranger. Avec 8% à 11% de la population active, les syndiqués-es français font pâle figure en comparaison des taux de syndicalisation souvent trois fois plus élevés dans les autres pays occidentaux³. Peu à peu une nouvelle forme de contestation apparaît. Dès décembre 1986, les organisations syndicales sont déstabilisées par de nouveaux concurrents. Habités à mener les mouvements contestataires, les syndicats voient leur primauté remise en cause par des grévistes regroupés en associations, appelées *coordinations*.

Conduites par la base non-militante, ces coordinations déclenchent des actions de protestations spontanées. Les premiers à se lier ainsi sont les cheminots français en janvier 1987 dans un nouveau type de conflit auquel personne n'est préparé. Et encore moins les principaux intéressés.

L'AGORA ATHÉNIENNE

Toujours décriés par le patronat, les syndicats présentent néanmoins deux avantages majeurs. Le premier est d'être le baromètre de l'entreprise et l'oreille attentive pour les tensions sociales, et les petits problèmes des travailleurs-ses. C'est un relais nécessaire entre la base et le patronat pour éviter les conflits inutiles. Le deuxième avantage est le fruit de l'expérience. Rompus à toutes les ficelles de la négociation, les syndicats connaissent parfaitement les tenants et les aboutissants d'une table ronde.

Avec les coordinations, rien n'est aussi simple. Plus d'interlocuteur désigné. Plus de revendications sagement évaluées. Dans

Pourquoi les Français-es ont manifesté en novembre-décembre

Certain-es diront que c'est par une pure maladresse du gouvernement que les Français-es se sont réveillés cet hiver. D'autres que le mouvement était prévisible, inévitable même. La cuvée «grèves 95» donnera raison aux uns et aux autres.

Le premier ministre Alain Juppé décrète en effet à la mi-novembre que la France a besoin de réformes. Et dans la plus pure tradition des gouvernements français, il ne consulte personne. Le système de protection sociale doit être révisé de fond en comble. Le régime de retraite des fonctionnaires modifié. Les chemins de fer doivent eux aussi passer par de sérieuses restructurations. Bref, on demande une fois de plus à la population de se serrer la ceinture.


Le problème est que depuis 20 ans les Français-es doivent sacrifier chaque jour un peu plus de leur confort à l'économie de la nation. Ne rien leur demander, exiger d'eux encore plus d'efforts et mélanger des dossiers aussi divers que les chemins de fer, la sécurité sociale et les retraites ne pouvaient que mener à la confrontation. Quel aveuglement politique et quel manque de tact! Mais également quel drôle de conflit. Les grévistes n'ont rien exigé, rien revendiqué. Simplement, le retrait du plan Juppé. Rien de plus. Ce qu'ils obtiendront en partie. Étranges grèves de l'espoir, mais plus modestement de la dignité. 



PHOTO: JEAN-PIERRE BONNOTTE

cette forme nouvelle de désyndicalisation, le modèle démocratique ressemblant à l'agora athénienne. Formidable liberté d'expression mais système totalement ingérable. Les résolutions sont votées par la base lors d'assemblées générales houleuses où la fièvre remplace bien souvent la raison. De ces réunions sans fin résultent des décisions prises à l'emporte-pièce. Souvent inacceptables, elles laissent un patronat

perdu sans ses interlocuteurs-rices habituels.

LES LIMITES

Les coordinations veulent tout, tout de suite. Et sans négociations. Menées tambour battant par des leaders qui disparaissent aussi vite qu'ils sont arrivés, les coordinations ont cependant asséné un sérieux coup de vieux aux organisations traditionnelles. Divisés, opposés politiquement, les syndicats ne parviennent pas à conduire une politique commune depuis de nombreuses années. Accusé de complaisance envers le pouvoir politique, de trahison envers les salariés-es, le syndicat d'antan semble condamné.

Dans certains corps

de métiers, comme les infirmières et les assistantes sociales, les coordinations apparaissent aussi pour pallier la quasi-absence des syndicats. Ces deux corporations seront le fer de lance de grèves importantes en 1990-1991. Mais par leurs revendications trop corporatistes et leur manque de professionnalisme, les coordinations ont montré leurs limites et permis aux syndicats de se ressaisir.

En 1995, ces mouvements semblent ne pas avoir trouvé leur voie. Les vagues de contestation de novembre et décembre derniers ont été marquées par la quasi-absence des coordinations. Seuls les étudiants-es ont une fois de plus fait exception à la règle...

TOUJOURS EN MARGE

Les étudiants-es ont adopté des modes de représentation syndicale semblables aux autres secteurs de la société française. Syndicats de gauche, de droite, communistes ou fascistes. Rien n'échappe au petit monde étudiant qui recrée le paysage politique



PHOTO: THIERRY ORBAN

Taux de syndicalisation

Pays	1970	1980	1990
France	22,3%	17,5%	9,8%
Allemagne	33%	35,6%	32,9%
Italie	36,3%	49,3%	38,8%
Suède	67,7%	79,7%	82,5%
Royaume-Uni	44,8%	50,4%	39,1%
États-Unis	23,2%	22,3%	15,6%
Canada	33,1%	32,2%	34,7%
Québec	38%	34%	40%

traditionnel avec la passion pour supplément.

Car c'est là que se situe toute la différence. Plus particulièrement depuis les grandes grèves étudiantes de décembre 1986. La jeunesse se plie toujours difficilement aux structures qu'elles soient. Et les syndicats apparaissent comme un carcan pour les étudiants-es même si certains d'entre eux les dirigent. Bref, chez les POTACHES, encore plus qu'ailleurs, on préfère le système des coordinations au système des syndicats. Le plaisir réside autant dans l'espoir d'obtenir gain de cause que dans celui de participer à des assemblées générales houleuses. Comme dans les coordinations «professionnelles», le-la contestataire représentant la cause envers... le reste du monde. Avec suffisamment de charisme, l'élu-e peut briller le temps d'une grève avant de disparaître aussi sec dans les abîmes de l'anonymat. Enfin, certains-es de ces leaders grévistes entameront même une carrière dans les mêmes appareils politiques traditionnels qu'ils décriaient auparavant.

LA RENAISSANCE

Malgré un taux de syndicalisation toujours aussi catastrophique en 1995, le syndicalisme français a su changer de stratégie. Mis en bière par de nombreux experts-es, malmenés, critiqués par les travailleurs-ses et par le patronat, les syndicats ont su profiter de la détérioration du climat social en France pour cristalliser les attentes de l'opinion.

Face à des gouvernements de plus en plus éloignés de la réalité sociale, les syndicats ont révélé lors des dernières vagues de grèves en France en 1995 leur capacité à rassembler, sur des sujets qui dépassaient les désormais traditionnelles revendications professionnelles. Et su tirer la leçon de leurs échecs face aux coordinations en utilisant les dé-



À une autre époque, c'est comme maire de Paris que Jacques Chirac sympathisait avec les policiers...

fauts de ces dernières à leur profit. Les syndicats ont refusé les simples revendications corporatistes (dont certaines peuvent être satisfaites par le gouvernement) pour conduire un projet plus large. Un nouveau choix de société dont les auteurs eux-mêmes avaient du mal à définir les tenants et les aboutissants. Qu'importe! L'objectif était d'unir les travailleurs-ses. CGT et FO, ennemis depuis 48 ans, ont même marché main dans la main pendant quelque temps.


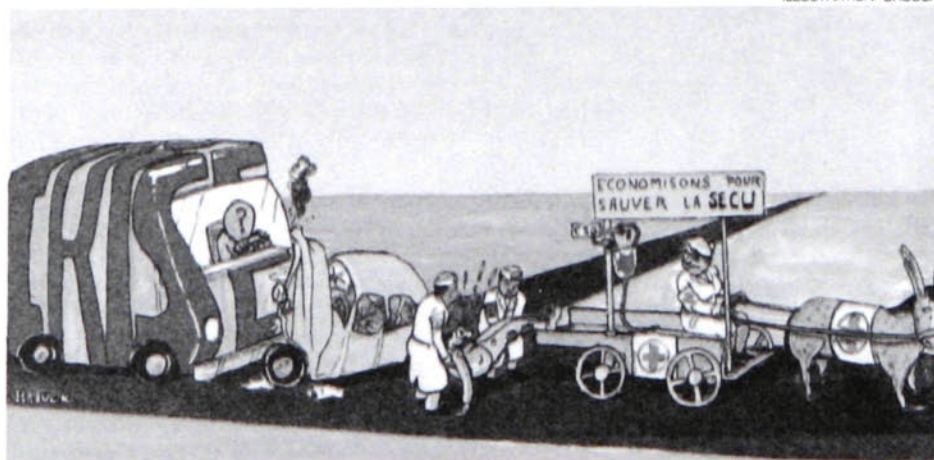
En choisissant d'épauler les Français-es dans leur lutte contre les inégalités et dans leur défense des systèmes de protection sociale, les syndicats ont trouvé de nombreux chevaux de bataille. 

ILLUSTRATION BROUCK



1. Bien qu'existant depuis la fin du siècle dernier, les syndicats français n'ont réussi à obtenir que bien peu d'avancées sociales jusqu'en 1936.
2. Les manifestations de 1968 voient une certaine unité des syndicats.
3. Les taux de syndicalisation dans le monde, source OCDE, *Perspectives d'emploi*, juillet 94 - Statistique Canada 1990, et Catalogue CALURA, Statistique Canada, et Jelle VISSER, *Tendances de la syndicalisation*, *Perspectives d'emploi*, 1991.

Éthique et conditions de travail: MULTINATIONALES SOUS SURVEILLANCE

ISABELLE RIVEST

ATTIRÉES PAR LA MAIN-D'OEUVRE BON MARCHÉ DU SUD À PARTIR DES ANNÉES 70, LES MULTINATIONALES METTAIENT À PIED DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS-SES D'AMÉRIQUE DU NORD ET D'EUROPE. LA RELOCALISATION DE LEURS OPÉRATIONS A CRÉÉ DES MILLIERS D'EMPLOIS, NOTAMMENT EN AMÉRIQUE LATINE ET EN ASIE DU SUD-EST. MAIS QUELS EMPLOIS?

L'opinion publique a été scandalisée par les conditions de travail qui règnent dans les zones franches: horaires exténuants, travail forcé des enfants, salaires dérisoires, harcèlement sexuel, accidents de travail anormalement élevés, mises à pied pour activités syndicales, etc.

Devant la puissance de ces géants, plusieurs seraient tentés de baisser les bras. Pourtant, des groupes de pression, en particulier des syndicats, des groupes de consommateurs-rices et de solidarités internationales, ont demandé aux multinationales d'adopter des codes de conduite.

Plusieurs firmes ont accepté. Chez **Adidas**, par exemple, tous les contrats signés avec leurs sous-traitants d'Asie stipulent que le recours à une main-d'oeuvre infantile est prohibé. Pourtant, en 1990, le *New York Times* rapportait qu'au Pakistan, des enfants – certains âgés de 8 ou 9 ans – travaillaient à coudre des ballons de soccer pendant dix heures par jour, pour environ trois dollars.

LES ATELIERS CLANDESTINS

Plusieurs transnationales reconnaissent que les problèmes sont loin d'être tous réglés. À moins d'être toujours présents sur les lieux, font-elles valoir, il est presque impossible de vérifier les agissements de leurs sous-traitants locaux.

Comment s'assurer qu'un fabricant ne confie pas une partie de sa production à des ateliers clandestins où toutes les dérives sont permises?

C'est pourquoi le **National Labor Committee**, un groupe de solidarité états-unien qui lutte contre l'exploitation des travailleurs-es dans les *maquiladoras*, et **Développement et Paix**, un organisme d'ici de solidarité internationale, ont demandé aux entreprises **The Gap**, **Nike** et **Levi's** de mettre sur pied des mécanismes de surveillance assurée par des groupes indépendants. Leurs efforts ont porté fruits: **The Gap** est la première multinationale à accepter qu'un organisme indépendant surveille ses activités au Salvador.

Levi Strauss, l'un des plus grands manufacturiers de vêtements au monde, est considéré comme une entreprise aux normes éthiques élevées. Mais elle maintient des installations de production



PHOTO: CLAUDE SALVAGEOT

importantes en Indonésie, un pays réputé pour ses pratiques répressives et ses syndicats contrôlés par le gouvernement. Même chose du côté de **Nike Inc.**, surtout connue pour ses articles de sport. Dénoncée en Indonésie, la compagnie emploie maintenant une firme comptable états-unienne pour s'assurer que ses sous-traitants locaux respectent le salaire minimum.

Or en février dernier, ces deux multinationales refusaient le principe d'une vérification indépendante de leurs codes du travail. Malgré ces revers, on ne se laisse pas aller au découragement: «On ne lâche pas», affirme Jacques Bertrand, coordonnateur des outils pédagogiques à Développement et Paix. Leur campagne de pétitions se poursuivra jusqu'en septembre prochain.

Dans le passé, les Nations unies et l'Organisation internationale du travail ont vainement proposé des projets de convention pouvant guider la conduite des groupes géants. Une initiative de l'ONU au début des années 90 a avorté lorsque les États-Unis, de concert avec d'autres pays industrialisés, ont bloqué l'accord. Les organisations non-gouvernementales (ONG) réussiront-elles là où d'autres ont échoué? ↴



QUÉBEC EN COULEURS

PIERRE VIAU

McROBOT

Fier d'introduire chaque personne au rêve McDonald's, le *Guide de l'employé* (1991) rappelle qu'il y a 11 000 restaurants dans 54 pays. «Un nouveau restaurant McDonald's ouvre ses portes toutes les 17 minutes... Vous faites partie d'une équipe de champions, l'équipe n° 1 et votre rendement nous permettra de rester en tête.»

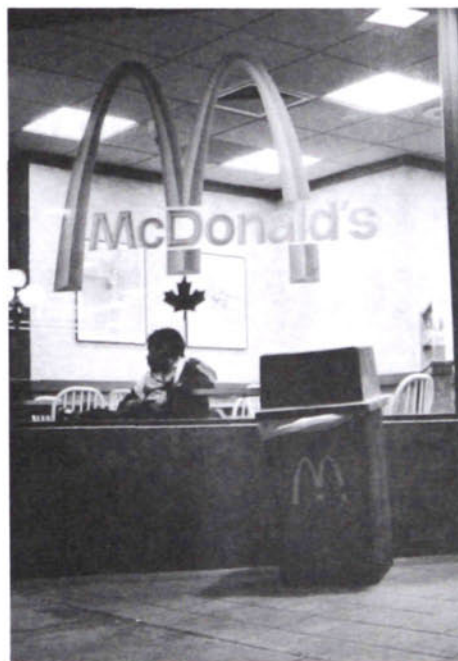
Marie et Claude, 30 ans, Roumains, sont arrivés à Montréal en juin dernier. Trois mois plus tard, ils sont engagés dans un McDonald's du nord de la ville. Ils avaient déjà connu la grande famille championne dans une ville de 50 000 habitants-es, près de Stuttgart en Allemagne. Le seul McDo de la ville est très achalandé. Manger à l'états-unienne, commander à l'auto (plus de 100 à l'heure de 5h à 10h): il y avait une sorte de prestige lié à la sortie familiale chez McDonald's en Allemagne. «On travaillait à un rythme affolant, cinq heures d'affilée sans pause, dans un bruit d'enfer.»

LA CULTURE

«Dans un McDonald's, ajoute Claude, quelqu'un a pensé à tous les détails. Après quelques jours de travail, tu es un robot, c'est dans le sang. Tu sais exactement quoi faire, comment le faire, quand le faire. Aucun geste n'est improvisé. Moi j'étais à la cuisson des "pâtés" (les burgers). Ça doit se faire en 40 secondes. En Allemagne, si un mets cuit n'est pas demandé avant 10 minutes, on le jette à la poubelle. Il y avait un gros container pour la nourriture gaspillée.»

En Allemagne comme au Québec, Marie et Claude se retrouvent en terrain connu au super pays McDonald's: vocabulaire et menu à peu près identiques. Ici comme là-bas, l'organisation du travail est très hiérarchisée. On entre équipier-ère pour éventuellement devenir entraîneur-e, chef-fe d'équipe, chef-fe de quart, assistant-e et, peut-être, après 10 ou 15 ans de persévérance, gérant-e.

La persévérance est la suprême qualité selon le *Guide de l'employé*: «Rien au monde ne peut remplacer la persévérance. Le talent? Combien d'hommes talentueux ont échoué. Le génie? Tout le monde a entendu parler des génies méconnus. L'édu-



PHOTOS: JULIE PERREault

cation? Le monde est plein de clochards couverts de diplômes. Seules la persévérance et la détermination sont toutes-puissantes.»

ICI PLUS QU'AILLEURS

Claude et Marie n'ont pas persévéré deux mois. Marie explique: «La gérante me dit: "Marie, tu es très bonne, tu travailles bien. Si tu continues, tu deviendras bientôt cheffe d'équipe." Mais tout a commencé à basculer. Elle nous disputait pour des riens, obligeait à tout lui demander, reportait nos heures supplémentaires sur la paye de la semaine suivante comme des heures normales. La vie devenait impossible entre les employés. Quand le salaire minimum a été augmenté, on insistait pour dire que c'était une faveur de la compagnie. On nous changeait de poste plusieurs fois par jour. Il y avait un jeune au travail depuis deux ans: obéissant, un peu naïf, il travaillait très fort, acceptait de faire des heures supplémentaires sans être payé, dans l'espoir d'avancer, d'avoir plus un jour.» Épuisés et inquiets pour leur santé, Marie et Claude ont décidé de démissionner.

«Ici, souligne Claude, la plupart des travailleurs du McDo ont moins de 20 ans. Là-bas, en Allemagne, la majorité était dans la trentaine. Et-ce la raison pour laquelle on était mieux considéré en Allemagne?» Marie ajoute: «La compétition est plus forte ici. En Amérique du Nord, il y a des *fast food* à hamburgers partout: Wendy's, Harvey's, Burger King, etc.» Ici comme là-bas, les «équipiers-ères» viennent de partout: Liban, Haïti, Philippines, Amérique latine à Montréal; Inde, Pakistan, Turquie, Iran, Bosnie à Stuttgart.

À propos du torchon à portée de la main, le *Guide de l'employé* a son langage propre. «Si vous avez le temps de flâner, vous avez le temps de nettoyer.» Quant à la fierté d'appartenir à la famille McDonald's, elle exige une affection acrobatique: «Manipulez tous les produits avec soin, tendresse et amour.»



Groupe Robert, Boucherville
1 119 emplois

Avec ses entreprises partenaires

LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



SHERMAG, Sherbrooke
Emplois : 510



1921-1996



CSN

AU

CŒUR

DE SON

TEMPS